

## LA CRISE EN ITALIE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 7 MARS 1977  
N° 393 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission paritaire 56942

**Violent  
tremblement  
de terre  
en Roumanie  
plusieurs centaines  
de morts**

Voir p.6

### Soarès à Paris

### Grève au Portugal

Après sa tournée en Europe, le mois dernier, Soarès doit rencontrer aujourd'hui à Paris Giscard et Barre. Le premier ministre portugais continue à préparer sa demande d'adhésion au Marché Commun. Ce que les impérialismes européens demandent à Soarès, c'est de «remettre en ordre l'économie», c'est-à-dire de faire appliquer son plan d'austérité et de faire payer la crise aux travailleurs portugais. La dévaluation de l'escudo, cadeau fait aux capitalistes étrangers, allait dans ce sens.

Si Soarès défend son plan devant Giscard, les travailleurs ne lui laissent pas les mains libres. Les ouvriers du textile, au nombre de 300 000 ont fait grève jeudi pour la troisième fois, ainsi que 250 000 ouvriers du bâtiment contre ce plan. Les travailleurs de la métallurgie se sont réunis vendredi pour décider des formes de leur lutte.

### Municipales à Paris

### En un combat douteux

Voir p.2

ILS FÊTENT LE PREMIER  
ANNIVERSAIRE DE LEUR LUTTE

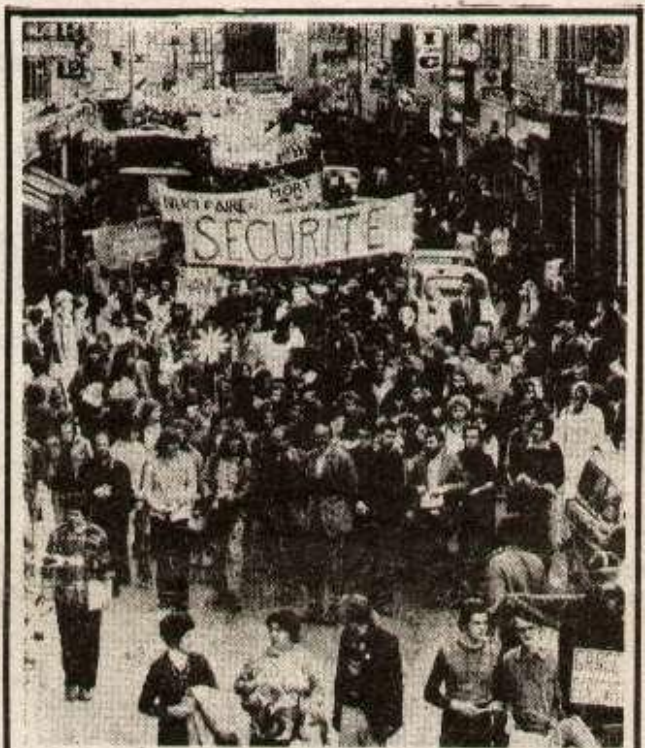
## REHAULT: LE DEBUT DE L'AN 2



Samedi dernier dans l'usine occupée.

Les «Réo» ont fêté ce week-end le premier anniversaire de l'occupation de leur usine. Ils l'ont fait en organisant et en multipliant au cours des journées de samedi et dimanche les rencontres avec la population fougèraise : carrefours et panneaux d'explication sur les marchés de la ville, opérations «entrée libre chez Réhault» avec les expositions sur les 365 jours de la lutte tenace des 600 licenciés de cette fabrique de chaussures en liquidation. Les ventes des chaussures et de produits fabriqués par les occupants, les films-débats. Malgré le climat de fièvre électorale qui gagne Fougères à l'approche des municipales, les travailleurs fougèrais ont tenu à venir saluer les 600 lutteurs opiniâtres de Réhault, ainsi que l'ont fait également les autres travailleurs des usines occupées de Bretagne : CMC (Quimper), Rennellec (Liffré), Leroux (Muzillac), etc. On aura noté également à cette occasion, la présence inhabituelle et remarquée de nombreux dirigeants syndicaux CFDT, à commencer par Michel Rolland, membre de la commission exécutive confédérale...

Lire  
notre reportage  
en page 5



## 15 000 PERSONNES AUX MARCHES ANTI-NUCLÉAIRE EN ALSACE

Lire en page 4 le reportage de notre correspondant

TCHÉCOSLOVAQUIE

### PATOCKA

membre du groupe Charte 77

## HOSPITALISÉ APRES 10 HEURES D'INTEROGATOIRE

Jan Patocka, qui avait rencontré le ministre des Affaires Étrangères, a été hospitalisé vendredi à Prague : après dix heures d'interrogatoire de la police, il souffrait de troubles cardiaques. Le

ministre de la police soviétique, Chtolokov était venu spécialement en Tchécoslovaquie pour «s'occuper» du cas de Patocka, un des membres les plus en vue du groupe de la Charte 77.

En page 9 la fin de notre dossier

## ÉCOLOGIE ET MUNICIPALES

Biennale de Venise

## L'URSS VEUT FIXER LE PROGRAMME

Nouvelle ingérence d'un ambassadeur russe en Europe Lire notre article en p. 8



# POLITIQUE

## Municipales à Paris

# EN UN COMBAT DOUTEUX

A Paris, plus encore qu'ailleurs, ces élections municipales n'auront pas pour enjeu essentiel le choix de gestionnaires de telle ou telle tendance. Par dessus tout, il s'agira de tester les rapports de forces entre les différentes formations politiques, avant les élections législatives à venir. En annonçant sa candi-

dature contre d'Ornano, désigné par Giscard, Chirac prenait le parti d'affronter directement le président de la République : l'élection à la mairie de Paris devenait un enjeu important de la lutte qui oppose désormais entre elles les deux fractions de la «majorité». Une fois le Conseil de Paris élu, la grande

question sera probablement celle du vote des élus des listes d'Ornano lors de la désignation du maire : vraisemblablement, moins nombreux que les chiraquiens, acceptent-ils de voter pour le président du RPR ? Déjà, celui-ci pose avec insistance la question, et menace de déclencher une crise parlementaire dans le cas où les voix des

giscardiens viendraient à lui manquer. Ainsi, la mairie de Paris, qui a donné le signal de nouveaux développements dans la crise de la «majorité», pourrait, passé le 20 mars, lui causer plus d'ennuis encore.

Paris n'est plus Paris. Ou plutôt, il s'est réfugié dans sa propre banlieue, dont la population est maintenant près de quatre fois la sienne. C'est là qu'aujourd'hui, se retrouvent les dizaines de milliers d'ouvriers qui, autrefois, ont fait de la capitale le centre des révolutions. En même temps qu'eux, ont disparu à grande allure artisans, boutiquiers, qui peuplaient notamment les quartiers du centre.

Ainsi, la rénovation, fruit des opérations financières comme des calculs politiques, a fait son œuvre. Tandis que la banlieue, en quatorze années, voyait sa population augmenter de plus de deux millions, celle de Paris, dans la même période, de 1954 à 1968, diminuait de plus de 250 000. La nature sociale de ces exodes est claire : le nombre des artisans et petits commerçants baissait de près de 40%, celui des ouvriers de plus du quart. Cependant, la population des cadres supérieurs connaissait un accroissement de 27%. A eux seuls, les cadres moyens et supérieurs sont désormais aussi nombreux que les ouvriers.

Depuis maintenant des années, ces changements qui ont affecté Paris, dans les limites de la ville proprement dite, ont assuré aux partis de la «majorité» une confortable avance dans la capitale. Pas une élection qui n'ait vu leur triomphe, mis à part dans certains arrondissements où les opérations immobilières, pourtant déjà en cours, n'ont pas encore réussi à détruire totalement le Paris populaire.

Pour prendre la dernière consultation électorale en date qui ait concerné l'ensemble de la ville, Mitterrand n'est arrivé devant Giscard, en 1974, que dans quatre arrondissements sur vingt : le 11<sup>e</sup>, le 13<sup>e</sup>, le 19<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup>. C'est à la faveur d'une élection triangulaire, qui avait vu s'opposer l'UDR le Tac et la centriste Petit-Moreau, que les partis de la gauche sont arrivés à conquérir le 18<sup>e</sup> arrondissement aux élections municipales de 1971.

### AGAUCHE : DES CHANCES FAIBLES

Depuis, le parti socialiste a beau avoir mordu sur les couches de cadres qui occupent les immeubles neufs poussés comme des champignons, il est douteux que le rapport des forces ait pu être sérieusement inversé. D'autant plus que, dans le même temps, comme on a pu le voir lors des récentes élections partielles dans le centre de Paris, le PCF, de son côté, tendait plutôt à perdre du terrain : la grande offensive en direction des couches supérieures de salariés, engagée lors du 22<sup>e</sup> congrès, n'a pas donné, à Paris comme ailleurs, les résultats escomptés.

«Le Matin de Paris» a beau claiionner que la victoire de la gauche est possible dans la capitale, le nombre des obstacles que PCF et PS auraient à franchir pour réussir ce coup semble décidément trop élevé. Principal facteur intervenant en leur faveur : la division actuelle de la «majorité». Mais dans nombre d'arrondissements, même en

cas, peu probable, d'élections triangulaires au deuxième tour (avec les deux listes de droite se maintenant), la gauche n'a aucune chance de l'emporter. C'est le cas des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>. Sans coup fêter, les listes Chirac et d'Ornano sont assurées de disposer ainsi de 48 sièges sur 109 au conseil de Paris. Sept sièges de plus, et la gauche est en minorité. Sans même parler des autres endroits, ils sont assez faciles à trouver pour Chirac et d'Ornano dans le 12<sup>e</sup> ou le 14<sup>e</sup>, où Giscard avait en 74 près de 5% d'avance sur Mitterrand.

### CHIRAC-D'ORNANO : INCERTITUDES

Ainsi, l'intérêt ne se portera guère, lors du résultat, sur un prétendu duel droite-gauche, où celle-ci aurait des chances sérieuses de l'emporter. Alors, s'agit-il de savoir si Chirac sera maire de Paris, ou d'Ornano à sa place ? Sur ce terrain, les dernières élections qui ont eu lieu n'ont guère pu permettre de juger du rapport des forces. En effet, sauf dans les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements, autrefois réunis en un seul secteur électoral, et maintenant séparés, républicains indépendants et UDR allaient jusqu'à la bataille ensemble, que ce soit aux élections municipales ou législatives. Quant à l'élection présidentielle de 74, où Giscard avait très largement devancé Chaban-Delmas, lui laissant généralement moins de 15% des voix, elle est peu significative, car l'opération menée alors par Chirac avait conduit à une division de fait du parti

gaulliste, qui n'avait guère soutenu son propre candidat.

### PROBABLEMENT PAS DE MAJORITÉ ABSOLUE AU CONSEIL

Cependant, dans la plupart des arrondissements revenant traditionnellement à la «majorité», les élus du RPR ont acquis, par une politique de clientélisme, une rente de situation qui pourrait leur permettre de devancer les giscardocentristes. Mais, dans le 16<sup>e</sup>, les réformateurs passaient généralement en tête. Dans le 7<sup>e</sup>, Frédéric-Dupont, soutenu à la fois par Chirac et d'Ornano, est certain d'être élu. Dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, ce sera peut-être Dominati, dirigeant RI. Ce qui fait au total 17 sièges : une minorité qui peut suffire à empêcher Chirac d'être maire, si elle y est vraiment décidée. Quant à d'Ornano, il semble qu'il ait bien peu de chances de passer dans le 18<sup>e</sup>, contre les partis du programme commun.

### VERS DE NOUVELLES COMBINAISONS

En mettant bout à bout ces divers facteurs, on arrive à la conclusion suivante : en l'absence d'une probabilité sérieuse de victoire de l'union de la gauche, alors que d'Ornano risque de ne pas même figurer au Conseil de Paris, les chances sont très fortes pour que Chirac ne dispose pas à lui seul de la majorité nécessaire pour être élu maire. Tout resterait donc suspendu aux combinaisons internes, parmi les élus de la capitale.

### UN VIE INTOLÉRABLE AU PEUPLE

Des semaines durant, les politiciens des deux coalitions parlementaires se sont déchirés à belles dents, loin des masses populaires qui contemplaient leurs querelles. Aujourd'hui, les uns et les autres s'arrachent les voix des électeurs. Mais, dès le 21 mars, leurs jeux pourront reprendre, toutes promesses électorales oubliées. En guise de progrès vers plus de démocratie, l'élection d'un maire à Paris ne nous aura offert aucune possibilité d'intervenir sérieusement dans les affaires qui nous concernent directement.

Pourtant, les sujets ne manquent pas, sur lesquels une ample expression populaire est nécessaire : de la désindustrialisation de la capitale qui se poursuit, avec les dizaines d'usines appelées à fermer des années à venir, à la situation désastreuse des transports en commun, en passant par les quartiers populaires vidés de leur substance, tout ce qui rend à Paris la vie intolérable, au peuple est et deviendra toujours plus l'objet d'une lutte pied à pied. Lors de ces élections, nous le ferons savoir en rejetant l'ensemble des listes issues des tractations de ces dernières semaines.

### LA LOI ÉLECTORALE

Comme dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants, le scrutin à Paris aura lieu au scrutin de liste bloquée, majoritaire, à deux tours. Cela signifie que la liste qui emporte plus de la moitié des voix au premier tour, ou le plus grand nombre au deuxième tour, est élue dans son entier. Pour se représenter au deuxième tour, une liste doit avoir au moins 12,5% des voix au premier tour.

La particularité de Paris, c'est que les élections, au lieu d'avoir lieu à l'échelle de la ville toute entière, ont lieu par secteurs : Paris est découpé en 18 parties, et la liste élue dans chacune des 18 parties siège en entier au conseil de Paris. Celui-ci est donc composé de l'addition des 18 listes élues dans les différents secteurs, soit au total 109 membres.

L'enjeu est donc d'avoir la majorité dans le maximum de secteurs : il ne sert à rien d'avoir 70% des voix dans quelques-uns, si par ailleurs, on perd la plupart des autres. C'est la raison pour laquelle une victoire de l'union de la gauche n'est pas totalement à exclure, bien qu'elle soit peu vraisemblable. En effet, si la «majorité» est certaine d'être élue dans plusieurs secteurs avec une marge très confortable, un assez grand nombre d'autres apparaissent comme incertains : avec un ou deux pour cent de plus, il est possible à une liste de s'imposer, et de peser sur la composition du conseil de Paris.

Une fois le conseil élu, il lui restera à choisir le maire. Du fait que des listes de tendances différentes auront été élues dans les différents secteurs, il est tout à fait possible qu'aucun des candidats actuels ne dispose à lui tout seul de la majorité nécessaire pour être élu. Cette situation étant à peu près certaine, toutes les manœuvres, déjà bien compliquées avant les élections, peuvent encore recommencer après.

### ÉCOLOGISTES : DES VOIX PERDUES POUR TOUS LES AUTRES ?

A en juger par les dernières élections législatives partielles, ils ont déjà pris pratiquement toutes les voix du PSU (qui dépassait couramment 5% à Paris). D'assez nombreux électeurs socialistes, fatigués des propositions gestionnaires du capitalisme des dirigeants sociaux-démocrates, pourraient se tourner vers eux. On dit même que les divisions de la «majorité» à Paris, en brouillant les cartes, conduiraient nombre de ses électeurs à se replier sur ces listes.

Ce sont les écologistes, qui ont pour eux de présenter une série de propositions concrètes, concernant la circulation, l'aménagement de la ville, etc, susceptibles de leur attirer des suffrages pour une élection comme celle de dimanche prochain, où les questions de la vie de tous les jours occupent une place importante. Aussi, certains sondages leur accordent des scores impressionnants, allant jusqu'à 19% dans les arrondissements du centre. D'autres, plus modestes, les ramènent couramment aux environs de 10%. Or, les candidats ont tous signé un engagement de ne pas se désister pour aucune des autres listes en présence. S'ils venaient, ici et là, à franchir la barrière des 12,5%, qui leur permettrait de se maintenir au deuxième tour, ils pourraient brouiller bien des cartes.

Notamment du côté de la gauche, à laquelle s'apparentent une majorité de leurs électeurs potentiels : d'où la fureur du parti socialiste et du PCF.

### Les résultats des élections municipales de 71 et des présidentielles de 74, secteur par secteur (2<sup>e</sup> tour) en pourcentage de votants

| 1 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> arr. (4)                | 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> arr. (4)                    | 5 <sup>e</sup> arr. (4)                                      | 6 <sup>e</sup> arr. (4)                                      |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| Gauche : 41,2 (43,5)<br>RI + UDR : 58,8 (56,5)           | Gauche : 46 (47,8)<br>RI + UDR : 53,9 (52,2)                 | Gauche : 39,4 (44)<br>RI + UDR : 60,6 (56)                   | Gauche : 31,9 (34,6)<br>RI + UDR : 68 (65,4)                 |
| 7 <sup>e</sup> arr. (4)                                  | 8 <sup>e</sup> arr. (4)                                      | 9 <sup>e</sup> arr. (4)                                      | 10 <sup>e</sup> arr. (4)                                     |
| Gauche : 11,2 (27)<br>UDR : 44,6 (73)<br>RI + Réf : 32,2 | Gauche : 12,4 (25,2)<br>RI + Réf : 48,8 (74,8)<br>UDR : 38,9 | Gauche : 34 (37,5)<br>UDR + RI : 66 (62,5)                   | Gauche : 44,2 (47,3)<br>UDR + RI : 55,8 (53,7)               |
| 11 <sup>e</sup> arr. (4)                                 | 12 <sup>e</sup> arr. (6)                                     | 13 <sup>e</sup> (7)                                          | 14 <sup>e</sup> arr. (7)                                     |
| Gauche : 51 (52,4)<br>UDR + RI : 49 (47,6)               | Gauche : 41,3 (45,6)<br>UDR + RI : 58,7 (55,4)               | Gauche : 52,6 (54,3)<br>UDR + RI : 47,4 (45,7)               | Gauche : 43,6 (46,2)<br>UDR + RI : 56,4 (53,8)               |
| 15 <sup>e</sup> arr. (11)                                | 16 <sup>e</sup> arr. (9)                                     | 17 <sup>e</sup> arr. (8)                                     | 18 <sup>e</sup> arr. (9)                                     |
| Gauche : 40 (41,3)<br>UDR + RI : 60 (58,7)               | Gauche : 3 (22,5)<br>UDR + RI : 44,9 (77,5)<br>Réf : 46,8    | Gauche : 23,1 (35,3)<br>UDR + RI : 55,4 (64,7)<br>Réf : 21,5 | Gauche : 44,7 (49,7)<br>UDR + RI : 42,9 (50,3)<br>Réf : 12,3 |
| 19 <sup>e</sup> arr. (9)                                 | 20 <sup>e</sup> arr. (7)                                     |                                                              |                                                              |
| Gauche : 53,3 (53,8)<br>UDR + RI : 46,7 (46,2)           | Gauche : 51,6 (53,8)<br>UDR + RI : 48,4 (46,2)               |                                                              |                                                              |

Le chiffre entre parenthèse qui accompagne le numéro de l'arrondissement indique le nombre de sièges que comporte le secteur  
Le chiffre indiqué pour chaque liste est celui recueilli au deuxième tour des municipales de 71, celui entre parenthèses indique le résultat des élections présidentielles de 74



## Le sondage IFOP

MITTERRAND  
A LA CONFIANCE  
DE LA DROITE

Simone Veil, François Mitterrand, Françoise Giroud, c'est le tiercé dans l'ordre du dernier sondage de l'IFOP sur la cote de popularité des politiciens. Le fait vraiment nouveau dans ce classement est la progression continue de Mitterrand qui en cinq mois a gagné dix points, il gagne encore trois points ce mois-ci.

Ce genre de sondages qui se multiplient, vise à fixer l'attention sur les hommes politiques et à tester l'impact de leur propagande. Les questions sont particulièrement vagues, il n'est pas demandé de se prononcer sur un point précis de leur activité, mais sur l'impression générale favorable ou défavorable qu'ils dégagent.

Ce qui vaut d'être noté dans le dernier sondage, c'est la progression de Mitterrand non pas auprès de

l'opposition, mais dans l'électorat de la majorité. Il a gagné d'un mois sur l'autre 8% d'opinions favorables dans les rangs de l'électorat de la majorité parlementaire (3% seulement dans l'opposition), tandis que les opinions négatives diminuaient de 4%. Ceci indique que Mitterrand a réussi à capter la confiance d'une partie de l'électorat réactionnaire et de la bourgeoisie qui, par contre commence à retirer sa confiance aux politiciens au pouvoir, qui sont en légère baisse dans l'ensemble.

D'autre part, la cote de Chirac et des principales figures du RPR sont en baisse. Ce déplacement d'une frange de l'électorat réactionnaire de la majorité vers l'opposition et plus particulièrement vers Mitterrand, laisse présager une nouvelle progression du PS aux élections, elle est également annonciatrice des futures combinaisons gouvernementales. Mitterrand pourrait, après les élections législatives, se voir confier par Giscard le poste de premier ministre d'un gouvernement excluant PCF et RPR, comprenant PS, centristes et R.I.

Sa progression dans les sondages indique en tout cas qu'il bénéficie de la faveur croissante de la bourgeoisie qui l'estime capable de gouverner, en tenant en laisse le PCF, et ne imposant aux travailleurs un plan Barre amélioré. C'est ce que le sondage auprès des patrons au colloque de l'Expansion avait déjà laissé entrevoir.

## Les municipales

LES DIVISIONS  
A DROITE  
ET A GAUCHE

Depuis vendredi 24 heures, les listes sont déposées et on peut savoir nettement là où l'accord s'est fait, et là où à droite ou à gauche, les partis bourgeois n'ont pas pu s'entendre et vont au scrutin de manière divisée.

A gauche : dans 22 villes au moins l'accord n'a pas pu se faire. Il s'agit de Marseille, La Ciotat, Aix-en-Provence, Le Cannet, Toulon, Angoulême, St Brieuc, Evreux, Blois, Agen, Laval, Lens, Villeurbanne, Hyères, Auxerre, Clichy, Créteil et Noisy-le-Grand. Notons que «L'Humanité» qui dans son édition de samedi fait le point sur les discussions de la gauche, oublie Toulon, puisqu'elle estime que la liste conduite par le PC et qui a rallié des membres du CERES, aussitôt exclus du PS, ont une liste d'union. Cela ne l'empêchera pas d'affronter au premier tour une liste PS et divers, conduite par l'amiral Sanguinetti rallié récemment à la gauche.

A droite, Toulon toujours, est une ville où l'alliance ne s'est pas réalisée, puisque le

maire sortant Arreckx affronte un des jeunes arrivistes du RPR, Simon Lorie qui a déserté sa municipalité de St Maxime pour se présenter à Toulon. En plus de cette ville, l'alliance ne s'est pas réalisée à Agen, Avignon, Bourg-en-Bresse, Bourges, Brest, Charleville Mézières, Chateauroux, Le Creusot, Epinal, Macon, Marcq-en-Baroeil, Nancy, Poitiers, St Malo, Thionville, Tourcoing, Chelles, Levallois. En plus évidemment, dans deux des plus grandes villes, à Lyon et à Paris on sait depuis longtemps que la droite est divisée.

A Lyon, Soustelle, le vétéran de l'OAS s'élève «des pressions inouïes qui ont été exercées ces jours derniers, accompagnées de menaces, d'enquêtes administratives et autres mesures d'intimidation contre (ses) candidats... pour les forcer à se retirer». En matière de «pressions inouïes» la biographie de Soustelle confirme pourtant qu'il s'y connaît !

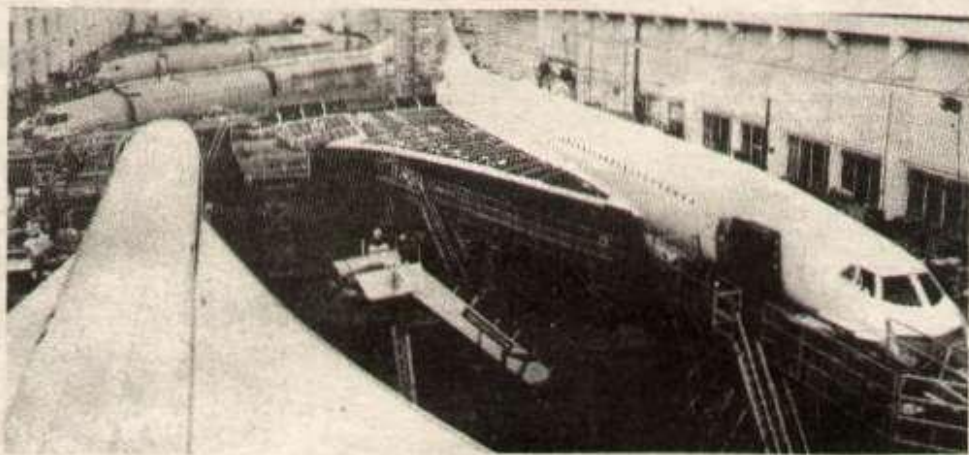
A Paris, d'Ornano et Chirac continuent de s'empoigner par interviews interposés. De plus en plus, il apparaît que Chirac est très préoccupé par l'attitude adoptée par les listes d'Ornano au second tour. Alors que Chirac déclare : «Nous nous désistons automatiquement en faveur des listes de M. d'Ornano chaque fois que celles-ci auront au moins une voix de plus que les autres, et les règles démocratiques impliquent que les listes de M. d'Ornano se désistent en notre faveur chaque fois que nos listes auront au moins une voix de plus que les siennes». Ce à quoi d'Ornano réplique en blasant : «J'ai toujours répété la même chose : que mon souci prioritaire était la victoire de la majorité sur l'opposition. Par conséquent au second tour, chacun peut compter que je ferai ce qu'il faudra pour que l'opposition soit battue partout où elle présentera un danger». Ce qui en clair veut dire que d'Ornano se maintiendra au second tour s'il pense qu'il peut remonter son handicap sur les candidats chiraquiens. On sait qu'il compte sur la répulsion supérieure qu'inspire Chirac aux électeurs écologistes et même socialistes.

## Concorde

GISCARD FAIT L'ARTICLE  
À CARTER

L'ambassadeur de France à New-York, Kosiucsko Morizet a annoncé que Giscard d'Estaing avait eu un entretien téléphonique avec Carter pour lui demander fermement d'autoriser l'atterrissage de Concorde à New-York. Giscard aurait presque menacé le président américain de représailles de la part de la France.

Les autorités de l'aéroport de New-York qui sont hostiles au supersonique doivent prendre une décision dans les jours qui viennent. Théoriquement, la décision n'est pas du ressort de Carter, en lui signifiant qu'il serait tenu pour responsable quelle que soit la décision prise, le gouvernement français, soutenu par le gouvernement anglais fait pression sur les autorités US pour sauver la carrière commerciale du



Concorde. En effet une nouvelle interdiction d'atterrir à New-York signifierait la fin de la courte carrière de Concorde.

Giscard hausse le ton mais il n'a guère les moyens d'obliger les USA à accepter le Concorde. Son geste est

surtout destiné à donner l'impression qu'il ne s'incline pas devant la super-puissance américaine. Carter lui fera peut-être la fleur d'accepter l'atterrissage de Concorde, mais à des conditions qui réduiront à peu de choses cette autorisation. Il semble

que l'on aille vers une solution de ce genre, permettant à Giscard d'Estaing de sauver la face, et aux PDG de faire Paris New-York en 3 heures, aux frais des travailleurs qui devront payer pour couvrir le déficit d'exploitation de la ligne.

GISCARD EN  
CAMPAGNE  
(SUITE)

● Giscard ne participe pas à la campagne électorale, c'est bien connu. S'il a été visité hier un foyer de personnes âgées, c'était simplement pour «étudier les problèmes» et «envisager des réformes». A tout hasard, il a déclaré que 77 serait l'année de la famille et des vieux. Des fois qu'on croirait que c'était l'année des élections.

CHIRAC  
MOINS 1

● Jusqu'au bout, le manège des raccolages s'est poursuivi à Paris. Quelques heures avant le dépôt définitif des listes, un candidat RPR du 17<sup>e</sup> arrondissement a annoncé qu'il quittait la liste Lafay pour rejoindre les giscardiens. Lui au moins n'a pas d'ambition électorale : d'Ornano n'a aucune chance dans le 17<sup>e</sup>. Alors, quelle compensation ?

MITTERRAND  
FAIT L'UNION  
À CHATEAU-  
CHINON

● Mitterrand montre l'exemple à Château-Chinon (Nièvre) ville dont il est le maire. Sa liste ne comprendra pas de membres du PCF. Il proposait trois sièges sur 21 au PCF qui en demandait 5. Réponse de Mitterrand : «Nous avons considéré de telles exigences comme excessives. Nous ne céderons pas à un dik-tat».

SANGUINETTI  
MONTREUR  
DE FOIRE

● «Mauvais génie et fossoyeur du régime», «l'homme de la préhistoire et du dinosaure», «tétard». Ce sont quelques spécimens de la baraque foraine de Sanguinetti. A Ajaccio, Sanguinetti s'en est pris respectivement à Poniowski «le mauvais génie», Lecanuet «le dinosaure» et d'Ornano «le tétard». Comme on peut le voir, les rapports dans la majorité parlementaire sont au beau fixe.

## En bref... En bref... En bref... En bref...

L'ÉGLISE  
ST NICOLAS  
DU  
CHARDONNET

● L'église St Nicolas est toujours occupée par les intégristes de Monsei-

gneur Lefebvre et le service d'ordre, «d'Ordre Nouveau». Mais ils peuvent occuper tranquillement la police vient de faire déclarer qu'elle ne les expulsait pas. Elle est sans doute trop occupée à expulser les travailleurs sans emploi qui occupent leur usine !

Hier, les curés titulaires officiaient de l'autre côté de la rue dans un local improvisé, tandis que des fascistes venus de toute la France assistaient à la messe en latin de Ducaud Bourget. Des tracts, annonçaient qu'il soutient la liste du Front National de la Pen...

AFRIQUE  
DU SUD

Le docteur Barnard, spécialiste des greffes du cœur a annoncé qu'il envisageait de greffer sur des malades des cœurs de babouin.



## NUCLÉAIRE

15 000 PERSONNES AUX MARCHES  
ANTI-NUCLÉAIRE EN ALSACE

De notre correspondant Thierry WALTER

## 10 000 À STRASBOURG

«Non à la centrale nucléaire de Gerstheim! Non à la mise en service de Fessenheim!» C'est sous ce double mot d'ordre que 10 000 personnes environ ont participé samedi après-midi à la marche populaire de Strasbourg sous un soleil printanier.

Une vingtaine de tracteurs ouvraient la marche et leur roulement à travers les rues de la ville, avaient quelque chose d'impressionnant; immédiatement derrière, marchaient les gens de Gerstheim et d'Erstheim qui participent à l'occupation du site. Ensuite s'étendait sur plus d'1 km le long cortège des marcheurs, surmonté de multiples banderoles.

Toutes les organisations opposées à un titre ou à un autre au programme nucléaire du gouvernement, avaient tenu à se faire représenter, des diverses associations écologiques et partis de gauche, PS surtout pour la taille des banderoles — municipales obligent — étaient inversement proportionnels à sa participation au mouvement. L'UL CFTD et l'UD CGT avaient également

appelé à participer. La dominante de la manifestation, lycéens, étudiants et enseignants se retrouvaient très nombreux, était incontestablement populaire, mais la classe ouvrière était faiblement représentée. Le PCR, dans un tract distribué au sein du cortège, a souligné la nécessité de réaliser l'unité populaire des paysans et des intellectuels progressistes autour de la classe ouvrière, seule capable d'élargir les perspectives du mouvement, et d'instaurer une société nouvelle guidée par les intérêts du peuple

Le réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim devait diverger dans la nuit de dimanche à lundi malgré la vaste opposition rencontrée en Alsace au programme électro-nucléaire. Fessenheim est la première centrale à eau pressurisée de 900 mégawatt à entrer en fonctionnement en Europe, alors que cette technologie est loin d'être maîtrisée, ce qui est particulièrement préoccupant étant donné les conséquences que peuvent avoir un accident dans une centrale nucléaire.

et non plus par le profit du capitalisme». Il a également dénoncé les tentatives de récupération des partis bourgeois tels que le CDS de Pfimlinqui, en Alsace, fait semblant de s'opposer aux centrales nucléaires alors qu'il

les soutient à Paris, ou que le PCF qui désapprouve à Gerstheim ce qu'il soutient dans sa presse.

Partis de la place de l'Etoile, la marche a traversé les principales artères du centre, où la

population massait sur les trottoirs lui a fait bon accueil. Les slogans les plus scandés étaient: «non au nucléaire! La terre aux paysans, pas au nucléaire!» La marche s'est d'abord arrêtée place Kléber où plusieurs représentants des comités anti-nucléaires (dont un paysan de Gerstheim) ont pris la parole, puis a gagné la place de la République, proche de la préfecture. Pendant qu'une délégation était reçue par le directeur du cabinet du préfet, la manifestation laissée sans directives s'est lentement disloquée. Le préfet tout en démentant qu'une décision ait été prise par la construction d'une centrale à Gerstheim, a refusé de faire démonter le pylône. En conséquence, l'occupation du site continue.

## 4 000 À COLMAR

C'est une marche silencieuse qu'avait décidé le CSFR (Comité de Sauvegarde de Fessenheim et du Rhin) à travers les rues de Colmar. Cette manifestation où l'élément populaire était surtout représenté par les paysans, venus de divers cantons du Haut Rhin et notamment de celui de Fessenheim, n'a pas fait apparaître une aussi grande combativité. Le même phénomène de dispersion s'est produit de-

vant la préfecture de Colmar, où le préfet a refusé de recevoir une délégation, arguant du fait qu'il était «occupé par les opérations de maintien de l'ordre». Face à ce camouflet, le CSFR, principal organisateur de la manifestation, a proposé d'attendre «le temps qu'il faudra», la réponse du préfet à la motion qu'il avait déposée.

Cette attitude s'est confirmée après l'intervention d'une centaine de CRS, qui ont fait dégrader les grilles de la préfecture, enlevant en même temps toutes les banderoles. Les 200 manifestants encore présents et qui avaient allumé un feu de camp n'ont opposé «qu'une résistance non violente». Alain Boos du CSFR, dans une brève intervention, a proposé pour toute perspective la poursuite de la permanence devant la préfecture entamée depuis une semaine et l'approfondissement de l'information dans les différents cantons. Cela n'est pas suffisant pour faire reculer l'EDF et pouvoir, dont la décision (connue depuis quelques jours) de faire diverger dès dimanche soir les réacteurs 1 et 2 de Fessenheim retentit en Alsace comme une véritable provocation.



## LUTTES OUVRIÈRES

SNAV (Vénissieux)

FATALITE  
OU CRIME DU CAPITAL  
UN OUVRIER CHAUDRONNIER ENTRE  
LA VIE ET LA MORT

Un jeune ouvrier de 20 ans va peut-être mourir d'avoir travaillé à la SNAV. Lundi 28 février à 12 h, ayant été coincé entre la charge qu'il transportait avec un pont roulant et une pile de pièce, Michel Faure était transporté à l'hôpital. Après 5 h d'opération au foie, il est toujours en salle de réanimation, et les médecins n'osent se prononcer.

ronnier, est-il employé au débit? S'il a été muté, c'est une sanction pour lui faire comprendre qu'il faut être docile ou courir le risque d'enfiler des tôles sous la presse à longueur de journées et d'années.

MICHEL FAURE EST  
UNE VICTIME  
DU CAPITALISME

ACCIDENT IMPRÉVISIBLE  
MALCHANCE  
OU FATALITÉ?

Tout le monde sait à la SNAV que les ponts roulants sont vieux comme Hérodote, qu'ils ont des freins défectueux, que les ateliers sont encombrés. Pourquoi ces ponts roulants de maniement délicat exigent-ils un pontonnier pour le travail en journée et non pas pour le travail en équipe? Michel Faure travaille en équipe.

## RENTABILITÉ

Pourquoi, Faure, chaud-

La loi du profit est la véritable cause des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Le capitalisme à la SNAV, c'est des centaines d'accidents par an. De la paille dans l'œil au tour de reins en passant par les doigts coupés: le service sécurité et la direction tentent de les camoufler en s'appuyant sur des règlements multiples (non port des lunettes ou de gants) et déclare ainsi les ouvriers accidentés comme malades!

Les maladies professionnelles: benzolisme et surdi-

té sont rarement dépistées faute d'exams sérieux. D'autres maladies ne sont pas reconnues comme professionnelles. Des ouvriers meurent de leucémie, insuffisance respiratoire à cause des fumées de soudure ou de vapeurs de peinture, tout simplement avant l'âge, de la pénibilité du travail.

Résultat, la moyenne d'âge de la classe ouvrière est de 10 à 15 ans inférieure à celle des cadres. Dans les conditions actuelles, les accidents les plus terribles peuvent arriver n'importe quand. Une telle situation ne peut durer.

Correspondant SNAV.

TELEX SERVICE (PARIS 10\*) :

## LES INTÉRIMAIRES JETÉS À LA RUE !

Les intérimaires de la société Télex-Service, 40 rue de Chabrol (Paris 10\*) entreprise sous-traitante de la société anonyme Technique du Téléphone Electronique (TTE) viennent d'être reconduits de leur lieu de travail pour la 2<sup>e</sup> fois consécutive sous menace d'intervention des forces de l'ordre, vendredi 4 mars, alors qu'ils revendiquaient leur réintégration au sein de l'entreprise. Ils avaient débrayé la veille, pour soutenir un de leur camarade immigré qui s'était vu refuser par la direction tout travail sur ce chantier, suite à une altercation avec un ouvrier raciste, qui avait quelques heures auparavant agressé un de ses compatriotes. La riposte de la direction ne s'est faite attendre: évacuation des locaux, licenciements. Face à la répression qui s'est abattue, les intérimaires revendiquent la réintégration immédiate sur leur lieu de travail!

Correspondant

ARRÊT DE LA GRÈVE DE LA FAIM  
À ROGGENHOUSE

Les 7 de Roggenhouse, ont arrêté vendredi soir leur grève de la faim commencée le 10 février. Dans un communiqué rendu public à la marche de Colmar, ils estiment que le but principal qu'ils avaient fixé à leur action est désormais rempli: la population a pris conscience du danger représenté par les centrales nucléaires; et surtout elle s'est rendue compte qu'elle avait le pouvoir de s'y opposer et s'est mise en mouvement. Le relais doit être pris par d'autres formes d'action, comme les marches populaires en donnent un 1<sup>er</sup> exemple. «La lutte continue» ont-ils déclaré.

ALLEMAGNE: CENTRALES  
NUCLÉAIRES  
Premier recul

Après les importantes manifestations de Brockdorf, le gouvernement allemand a annoncé qu'il arrêterait pour le moment le programme de centrales nucléaires. Il s'agit d'un moratoire, pas d'un arrêt définitif. Le gouvernement de Schmidt veut mener une «grande campagne d'explication» sur le nucléaire. Cependant cette décision, qui est un premier recul risque de constituer un exemple qui aura une influence sur les luttes contre le programme nucléaire en France.

## SUPER PHÉNIX

## 80 atomistes en grève

A Crays Malville, 80 ingénieurs atomistes du Commissariat à l'Energie Atomique sont en grève depuis le 14 février. Ils protestent contre la décision de confier à Creusot-Loire la construction de la centrale Super-Phénix. De plus ils sont en désaccord avec les conditions qui leur sont proposées dans le transfert au

privé, qui entraînera la perte de certains avantages. Certes la grève des ingénieurs est essentiellement corporatiste et ne remet pas en cause la construction d'un surrégénérateur à Crays-Malville, mais elle met en lumière une rentabilisation du nucléaire, qui ne peut que multiplier les risques.



## LUTTES OUVRIÈRES

A Rehault, ils fêtent le premier anniversaire de leur lutte

## LE DEBUT DE L'AN 2

«Où, cela fait un an. Ça passe vite, même quand aucun patron ne propose de reprendre la boîte et qu'on a quelques fois l'impression qu'on est comme perdu ou abandonné...» Simone et Catherine qui participaient samedi au stand de vente des chaussures dans l'usine Rehault occupée, n'avaient pas le sentiment, contrairement à ce que veut faire croire la presse locale, qu'elles ont perdu leur temps à défendre leur usine et leur emploi sans relâche pendant 365 jours... «Quand on y réfléchit

bien, ajoutait Simone, on en a fait des choses pendant cette année, on peut dire que ça a été mouvementé !»

Tout au long de ces deux journées de samedi et dimanche, on a évoqué avec les visiteurs fougérois les épisodes marquants de cette année de lutte contre le chômage qui a placé Fougères et les «Réo» sous les projecteurs de l'actualité et qui a sérieusement ébranlé la vieille cité de la chaussure.

D'ailleurs, les «Réo», avec le soin méticuleux qu'ils attachent à réaliser leurs initiatives, avaient confectionné des panneaux qu'ils exposaient sur les marchés de la ville et présentaient pour la première fois un film couleur en 8 mm où défilent les images désormais gravées dans les mémoires : la liquidation de Rehault, Mauvoisin, Morel et Gâté en février 76, les amplies mobilisations qui ont secoué Fougères, les défilés à Rennes et les tables rondes «bidons» avec les commis de la bourgeoisie, l'occupation qui s'organise, le premier mai 76 et ses 15 000 participants, la vente des chaussures, les carrefours de lutte... «C'est bien simple, disaient Roger et Hélène à la buvette, l'usine a été un forum permanent...»

Au travers de cette histoire d'une année de luttes et de difficultés, c'est aussi le noir bilan de la faillite de la bourgeoisie et de sa crise qui se trace en pointillés et sur lesquels les «Réo» et la classe ouvrière fougéroise pointent un doigt accusateur : les 2 500 chômeurs dont les rangs menacent de grossir avec les licenciements envisagés chez Morel et Gâté ou JB Martin ; les fausses promesses et l'agitation brouillonne de la bourgeoisie et des notables locaux pour tenter d'endiguer la colère montante. «Et ces fameux mille emplois qui devaient être créés dans l'année ? Vous les avez vus, vous ?» s'insurgeait un vieux ouvrier dans l'un des débats qui ont marqué la journée de samedi.

## LA FIÈVRE ÉLECTORALE

On a beaucoup parlé de ces problèmes, pas seulement avec les ouvriers licenciés de CMC (Quimper), Rennelec (Liffré), SICNA (St Malo) ou Le Roux (Muzillac-Morbihan) qui étaient présents au rendez-vous, mais quelques fois aussi spontanément avec les travailleurs fougérois venus saluer les «Réo». Comme on a aussi beaucoup parlé des élections municipales dont les péripéties agitent fébrilement le pays fougérois. En particulier, ce débat public organisé à la MJC le 26 février dernier, où trois des quatre listes qui sollicitent les suffrages des Fougérois étaient soumises au feu des questions des électeurs.

Pour l'occasion, les chômeurs fougérois et parmi lesquels les «Réo» s'étaient déplacés à plusieurs centaines et n'ont pas ménagé les candidats...

Cointat, le maire sortant, s'était récusé comme c'est désormais devenu son habitude au moment où il s'agit de rendre des comptes... N'étaient présents que les candidats des trois autres listes qui n'ont pas trempé directement dans la gestion désastreuse de la municipalité sortante : Corvaisier qui conduit une liste «apolitique» avec le soutien d'une large partie des patrons et de la bourgeoisie commerçante la plus aisée ; Feuvrier candidat Jobertiste qui a épinglé sur sa bannière ce mot d'ordre : «Vivre au pays». Profession de foi démagogique, insolente chez ce néophyte de la politique dont les travailleurs disent : «Sans doute, veut-il dire, vivre au pays... et travailler ailleurs !» Reste la liste de gauche à dominante PCF emmenée par Guillem, professeur et conseiller sortant, dont les prises de positions mitigées à l'égard des travailleurs en lutte ne suscitent pas l'enthousiasme loin s'en faut : «Quand tu le questionnes un peu sur ce qu'il compte faire pour les chômeurs ou les travailleurs en lutte, il te réponds toujours que les moyens d'une municipalité sont limités par le pouvoir central, que la gestion est délicate, qu'il faut favoriser les équipements collectifs et qu'une victoire de la gauche aux municipales ne serait complète que si le programme commun gagnait en 78... Voilà, c'est toujours la même chanson. Et nous, dans cette affaire, bien sûr, on reste les laissés pour compte...»

## ET LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES ?

L'insatisfaction et la méfiance pour cette liste des «gestionnaires de gauche» donne aussi la mesure de l'intérêt qu'avait suscité la proposition avancée et discutée par les «Réo» de construire une liste d'ouvriers en lutte défendant le programme revendicatif et les aspirations ouvrières : «On en a parlé entre nous, expliquaient les ouvrières qui tenaient le stand des objets de marquinerie, mais on n'a pas pris assez au sérieux qu'on pouvait faire une liste

avec nos revendications et les buts qu'on défend...» L'initiative toute récente de quelques groupes politiques dont le PSU, de propager le catalogue des revendications ouvrières sous forme de pétitions pour «forcer la gauche à faire plus que ce qu'elle promet» tout en appelant à voter pour elle, n'apparaît pas de nature à combler les espoirs de nombreux travailleurs, même s'ils en discutent...

«En une pareille période, il faut songer à informer de vos problèmes» recommandait Michel Rolland, de la Commission Exécutive de la CFDT qui fit une apparition fort remarquée, entouré de nombreux responsables régionaux et fédéraux de la CFDT qui avaient fait le voyage à Fougères pour ces journées-anniversaires. Ils se firent les propagandistes des propositions de la Confédération sur l'emploi. M. Rolland, se réservant

d'annoncer en exclusivité aux «Réo» que si les ouvrières de Desombre à Lille, après plus d'un an de lutte, avaient arraché en fin de semaine une solution industrielle pour relancer l'usine, «c'est qu'elles avaient lutté, bien sûr, mais qu'elles avaient aussi rencontré le soutien d'une municipalité compréhensive et attentive à leurs problèmes...» Les travailleurs de Rehault jugeront ce que vaut ce «coup de chapeau» à l'union de la gauche, à un moment où ses représentants à Fougères sont les premiers à faire et à mettre sous le boisseau les revendications ouvrières...

## PAS DE RÉPIT !

La fièvre électorale, et la surenchère de démagogie à laquelle elle donne lieu, qui a gagné Fougères et où la voix des travailleurs en lutte ne pourra pas se faire entendre avec toute la force

Samedi dernier dans l'usine occupée



nécessaire et souhaitée explique aussi que, momentanément, l'écho des aspirations des travailleurs qui se battent se trouve affaibli.

«Ça va passer, disaient les «Réo» samedi, les discours s'envolent mais le chômage reste ! Les choses seront plus claires dans quinze jours. On a de bonnes idées pour relancer l'action, notamment autour du 15 avril

Ainsi commence pour les «Réo» l'an II de leur lutte pour le maintien des 600 emplois sur place : avec la conviction nettement réaffirmée ces deux jours que le combat de classe ne saurait connaître aucun répit.

Julien LEBLOND

## Camping-gaz à Lyon

## 1 100 TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

## Le PCF fait échec à la mobilisation contre le plan Barre

«Mercredi matin, (le 23 février), au siège social à Paris, des négociations salariales ont eu lieu avec la direction générale. A 12 h 30, nous avons été informés par un coup de téléphone que la direction ne proposait que 1 % au titre du rattrapage pour 1976 et qu'elle appliquerait en 1977, des recommandations patronales basées sur l'indice INSEE». C'est ainsi que la CGT explique les raisons de la grève déclenchée par les travailleurs de l'entreprise Camping-Gaz à Briniais, dans l'agglomération lyonnaise.

Cela faisait un moment que cela couvait : «cette usine qui comprend 1100 travailleurs qui étaient réputés être «bien payés». Mais les choses, avec le plan Barre, sont en train de changer. De plus, avec les cadences infernales à la chaîne, les gens sentaient que ça allait partir. Et c'est un bon moment pour la lutte, car il n'y a pas un stock». La direction procède ainsi à pareille époque de l'année en embauchant les travailleurs sous contrat de 3 ou 6 mois pour assurer la production nécessaire à l'approche des vacances.

Vendredi matin, les négocia-

tions ont eu lieu avec la direction. Suite à ces discussions, la section CGT a appelé à la reprise : «La direction nous a fourni les réponses suivantes : - pas question de payer les heures de grève. - accord pour tous de suivre les négociations sur les points soulevés au cours du conflit, notamment sur les «points Bedeaux» (qui concerne le travail au rendement des OS).

- autre point acquis : rattrapage des salaires de 1,5 % au lieu de 1<sup>er</sup> janvier 77.

La section syndicale CGT a pris la décision de demander la reprise du travail en organisation cons-

En effet, les travailleurs attendaient des augmentations substantielles de ces négociations. Aussi les résultats ont-ils été considérés comme une provocation, et cela est à l'origine, du défilé.

Les responsables CGT, en annonçant les résultats, ont proposé une heure de grève. Les travailleurs ont refusé et la grève a été totale pendant plus d'une semaine !

ciente et responsables car nous avons senti un sérieux blocage... Nous avons commencé l'action dans l'unité la plus complète, il nous fallait l'arrêter dans l'unité, (ce qui signifie sans doute : les cadres voulaient reprendre, il faut préserver l'unité cadres-ouvriers, donc il faut que les ouvriers reprennent) ainsi que le suggère un tract CGT distribué vendredi dernier.

Et la reprise s'est faite, pour beaucoup des femmes en particulier, sans enthousiasme. Les résultats pour 9 jours de grève sont plutôt maigres, même si les négociations ne sont pas

terminées. La mobilisation des ouvriers était importante, mais le manque de perspective pour continuer la lutte a permis à la voie de la capitulation de l'emporter. Comme le disait un délégué CGT membre du PCF à des ouvriers : «Il n'y a pas que la lutte, cela ne permet pas d'obtenir grand chose. Il faut un changement politique. Ce qui est important maintenant, c'est les élections, d'abord les municipales puis les législatives. Ce qu'il faut c'est le programme commun».

C'est clair, non ?

Nathalie DULLIN



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Roumanie

## VIOLENTS TREMBLEMENTS DE TERRE

plusieurs centaines de morts



Vendredi à 21 h 21, la terre a tremblé pendant plusieurs minutes en Roumanie, dans la région de Vrancea, à 120 km de Bucarest. La capitale a particulièrement souffert du séisme, ainsi que les villes de Ploesti, Alexandrie, Iasi, Brasov. Cet important séisme (7,2 sur l'échelle de Richter) a provoqué de très importants dégâts et de lourdes pertes en vies humaines, plusieurs centaines semblent-t-il. L'état d'urgence a été proclamé et les secours ont été très rapidement organisés. L'ensemble de la population est mobili-

sé pour porter secours aux blessés, rétablir les services essentiels. Les canalisations de gaz qui avaient été gravement endommagées à Bucarest ont été rapidement réparées, afin de préserver le chauffage car les nuits sont encore très froides.

Ce sont les immeubles les plus anciens qui ont le plus souffert, certains se sont totalement écroulés et c'est là qu'il y a le plus de victimes. Des vaccinations ont été immédiatement entreprises pour éviter la propagation d'épidémies.

### MANIFESTATION DES HANDICAPÉS

«Gardez vos sous, luttiez avec nous». Les handicapés ne veulent plus l'aumône publique, ils revendiquent leur place de travailleurs à part entière. Samedi, ils étaient plusieurs centaines à manifester place de la Madeleine contre la journée nationale des handicapés et la loi de l'orientation. Dimanche ils étaient également sur les marchés parisiens non pas pour participer la quête officielle, mais pour expliquer le sens de leur lutte et les conséquences de la loi sur l'orientation qui vise à renforcer le ghetto dans lequel ils sont maintenus. Les handicapés rappelaient aussi que c'est les cadences, les conditions de vie de la société capitaliste qui sont à l'origine de la plupart des handicaps.

### MANIFESTATION POUR LA JOURNÉE NATIONALE DES FEMMES

A Paris, Place Denfert Rochereau, environ cinq mille femmes ont manifesté samedi. Trois jours avant la journée internationale des femmes, elles ont témoigné de la poursuite de la lutte pour l'émancipation totale des femmes. Les aspects spécifiques de la lutte des femmes pour l'avortement libre et gratuit, contre la discrimination sexuelle, la surexploitation à l'usine, la double journée de travail, les violences contre les femmes étaient les points forts de cette manifestation. Plusieurs centaines de femmes ont terminé la manifestation en chantant l'Internationale.

### EXPLOSION DANS UNE BOITE DE NUIT A PARIS : UN MORT

Une bombe a explosé dans une boîte de nuit à Paris, près de Montparnasse, rue Vavin. L'explosion a ravagé «Le Memphis», mais également provoqué un incendie qui s'est communiqué à l'immeuble au-dessus de la boîte. L'incendie a fait plusieurs blessés

et un mort. On pense bien sûr à une histoire de racket. En cette période électorale, les partis bourgeois ont terriblement besoin d'argent. Souvenons-nous du «Cinq Sept» incendié par des hommes de main membres d'une organisation connue pour ses coups de main et sa carte tricolore.

Fusion thermonucléaire aux U.S.A.

## UN PROGRES VERS LA MAÎTRISE DE LA FUSION THERMONUCLEAIRE

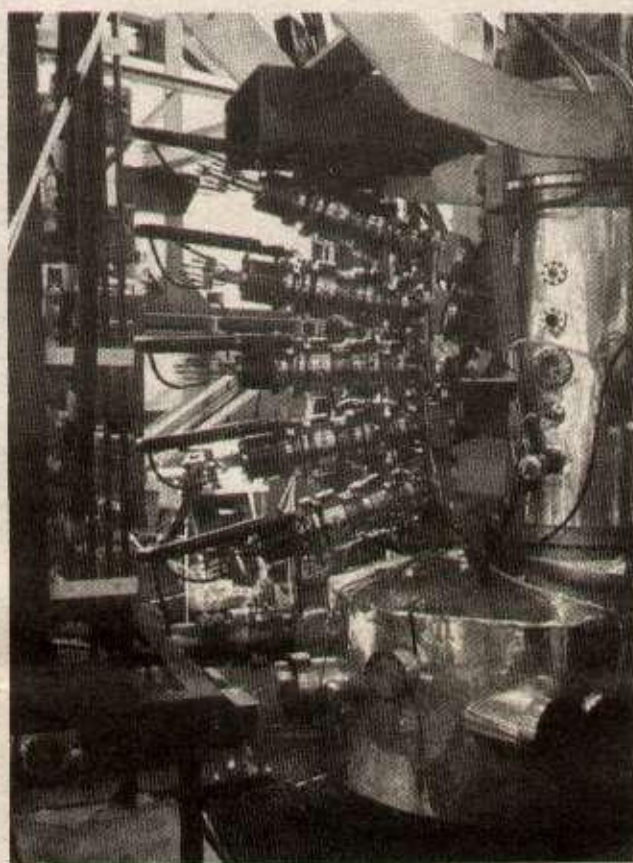
Des chercheurs américains du laboratoire de Los Alamos sont parvenus à produire une réaction de fusion thermonucléaire en utilisant pour cela un laser à gaz carbonique. Actuellement,

plusieurs pays travaillent à provoquer et maîtriser des fusions thermonucléaires dans le but de produire de l'énergie. Les premières utilisations de la fusion thermonucléaire ont été

militaires : les bombes à hydrogène dites bombe H par opposition aux premières bombes atomiques ou bombes A.

L'énergie nucléaire a pour origine ainsi que l'indique son nom l'énergie qui assure la cohésion dans le noyau des atomes de particules de mêmes charges, qui sans cela se repousseraient violemment. Dans la fission nucléaire, on provoque la cassure de gros atomes peu stables, où les forces de répulsion l'emportent sur les forces de cohésion en les bombardant par des particules, ce qui libère d'autres particules animées d'une grande vitesse et produit une température élevée, c'est ce principe qui est appliqué dans les centrales nucléaires.

Contrairement aux éléments les plus lourds peu stables, il existe des éléments dont le noyau est très léger et la stabilité très grande, c'est le cas de l'hydrogène, de l'hélium. Dans ces noyaux, les forces d'attraction l'emportent très fortement sur les forces de répulsion. Au lieu de casser le noyau, de provoquer la fission qui absorberait plus d'énergie qu'elle n'en produirait, on va provoquer le phénomène inverse : la fusion de deux noyaux : deux atomes d'hydrogène qui fu-



Injecteur d'atomes neutres accélérés du Tokamak de Fontenay-aux-Roses

sionnent, donnent un atome d'hélium et libèrent une énergie importante. Mais pour produire cette réaction,

il faut soumettre les noyaux d'hydrogène à une très haute température, pendant un temps suffisamment long.

Ce type de réactions est expérimenté dans des enceintes où les atomes sont soumis à de très forts courants et des hautes pressions par champs magnétiques : les tokamaks. Une autre méthode est également utilisée : on remplace le courant électrique par un laser qui assure en même temps la compression du plasma (le plasma est un état de la matière soumise à une très haute température, telle que les atomes ont perdu leurs électrons, donnant un mélange d'électrons et de noyaux nus). Un tel état de la matière est nécessaire pour réaliser la fusion qui à une température de l'ordre de 100 millions de degrés. L'expérience américaine de fusion par laser de gaz carbonique est intéressante, car elle ouvre la voie à une production d'énergie par fusion, d'une façon moins coûteuse. La maîtrise de la fusion thermonucléaire résoudrait tous les problèmes énergétiques, la source de l'énergie étant les isotopes de l'hydrogène, élément qui se trouve sur terre en quantité illimitée. Mais cette maîtrise demandera certainement encore quelques dizaines d'années.

Interview de Segard au «Journal du Dimanche»

## RENTABILISATION ET SURVEILLANCE POLICIERE DES POSTIERS

Il y a quelques semaines, «Le Journal du Dimanche», passé maître dans la crapulerie, montait en épingle quelques cas de vols de courrier pour jeter la méfiance et le discrédit sur les postiers. A le croire, vols, indiscrétions seraient monnaie courante dans les postes.

Deuxième phase de l'opération, Segard est interviewé par le «Journal du Dimanche», et l'on se rend compte que toute la campagne précédente n'avait pour but que d'introduire les mesures annoncées par Segard.

Le ministre des PTT annonce la création d'une police spéciale «l'inspection nationale de la Sécurité». «Ce service surveillera

l'acheminement du courrier, instruira les enquêtes relatives à la sécurité des envois, vérifiera l'efficacité de nos installations de protection». Les postiers seront donc soumis à une surveillance supplémentaire, beaucoup plus insidieuse. Et bien sûr, les flics des postes ne surveilleront pas uniquement si le courrier est bien acheminé, mais bien plus l'activité syndicale et politique des postiers. Le pouvoir n'a pas oublié la grande grève de 1974 et il multiplie les mesures pour empêcher le renouvellement.

La police des postes s'intègre dans un plan plus vaste, dont le démantèlement des grands centres de tri. L'automatisation égale-

ment fait partie des plans de Segard qui met l'accent sur son extension et sur la modernisation qui «implique une gestion serrée». «Il nous faut, déclare-t-il, trouver de nouvelles missions, rentabiliser l'exploitation de nos bureaux les plus reculés».

La rentabilisation va de pair avec la répression, l'obstacle c'est la résistance des postiers. Pour le vaincre, Segard compte sur une police spéciale et sur le dénigrement et la calomnie contre les postiers qui ont toujours eu le soutien des travailleurs dans leurs luttes. C'est le sens de l'opération menée par le «Journal du Dimanche».

### AGRET LIBÉRÉ MAIS TOUJOURS HOSPITALISÉ

Comme prévu, Roland Agret, après la réduction de peine accordée par Giscard d'Estaing, a bénéficié d'une mise en liberté conditionnelle. Bien qu'il ait recommencé à s'alimenter après onze mois de grève de la faim, il devra cependant rester hospitalisé dans l'immédiat. Il risque de payer cher l'acharnement du pouvoir à refuser de rouvrir le dossier du meurtre de Borrel pour lequel Agret était condamné.

### CANJUEURS : ACCIDENT MORTEL POUR DEUX APPELÉS

Deux appelés, Robert Calves et François Grimard se sont tués à Canjuers au cours de manœuvres. Le sol s'est affaissé sous le poids de l'engin qu'ils pilotaient : un engin blindé de reconnaissance dont l'instabilité est bien connue. Le 24 février déjà un soldat se tuait à Canjuers, écrasé sous sa jeep qui s'était retournée.



## INTERNATIONAL

Espagne : droit de grève ? Amnistie ?

A NOUVEAU  
DES DEMI MESURES

Par Frédéric FERRER

On attendait beaucoup du conseil des ministres de vendredi.

Pourtant, s'il a annoncé quelques mesures d'importance, il est bien difficile d'en saisir la portée exacte.

D'abord, le gouvernement a décidé la reconnaissance du droit de grève. Toutefois — et c'est le cas pour toutes les autres décisions — on ne connaît pas la réglementation exacte dont elle s'assortira que lorsqu'elle sera publiée au journal officiel. Il est prévisible cependant, qu'elle se limitera pour le moins aux grèves «non politiques» et à celles qui ne remettent pas en cause les conventions collectives.

En fait, il s'agit pour le gouvernement de réglementer une conquête bien établie de la classe ouvrière et il ne faut pas voir de véritable contradiction entre cette décision et la pratique quotidienne qui fait que dans le même temps, les grévistes d'Inouyco sont quotidiennement et sévèrement réprimés, leurs assemblées dissoutes par la police, en plein Madrid.

De plus, on annonce une modification de l'article 35 du code du travail qui a été suspendu pour permettre le licenciement libre. En aucun cas, on ne peut s'attendre à ce que cette liberté donnée aux patrons soit retirée mais au contraire elle sera institutionnalisée.

Ensuite, promesse a été faite que la loi d'amnistie promulguée l'été dernier serait élargie. Cela signifie-t-il, comme l'avait annoncé un notable basque la libération de tous les prisonniers politiques et l'expulsion des condamnés pour «délits de sang» ?

La façon dont cette mesure est annoncée, la fait craindre plus timide encore.

Du point de vue même de la bourgeoisie, l'amnistie totale paraît nécessaire pour réaliser de bonnes conditions électorales et chacun s'interroge donc à ce sujet.

En ce qui concerne le Pays-Basque, la représentativité des «députations provinciales» de Guipuzcoa et le Biscaye sera élargie mais c'est encore très loin des revendications basques les plus timides.

## QUESTION AGRAIRE

Enfin, l'essentiel du conseil a été consacré à la question agraire. Des mesures complexes de réorganisation des chambres d'agriculture ont été prises là encore, cela ne satisfait pas le mouvement paysan. Pourtant celui-ci commence à décliner.

Samedi, les provinces de Burgos et de Teruel l'avaient quitté et l'on s'attend pour aujourd'hui à ce que les longues files de tracteurs qui occupent les routes du Nord disparaissent assez rapidement dans la mesure où les paysans vont être pris par les semailles.

Au total, des demi-décisions qui donnent plutôt l'image d'un gouvernement hésitant et qui traduisent sans doute un certain essoufflement du gouvernement «de transition» de Suarez.

PAYS-BASQUE  
AMNISTIE

Samedi, les manifestations pro-amnistie avaient mobilisé 60 000 personnes dans la seule province de Guipuzcoa où le gouverneur civil s'est déclaré favorable à l'amnistie. 9000 personnes ont participé aux occupations d'églises et de mairies. La manifestation la plus importante a réuni 20 000 personnes mercredi à San Sebastian.

Ailleurs, les occupations, les positions, les meetings se sont multipliés malgré les interdictions, les interventions policières.

## En bref... En bref...

o FINLANDE : GREVES  
DANS LA CHIMIE ET  
DANS LA CHAUSSE

La semaine dernière, 16 000 ouvriers de l'industrie chimique ont engagé une grève nationale de trois jours pour l'augmentation des salaires. Le 1<sup>er</sup> mars, 4 300 ouvriers de la chaussure avaient également fait grève.

LE PLAN  
SIDÉRURGIQUE  
EUROPÉEN CONTRE  
LA CRISE  
EST PROLONGÉ

Les entreprises européennes de sidérurgie

européennes qui avaient accepté de limiter leur production de manière concertée pour les quatre premiers mois de 77 ont décidé de prolonger cette récession jusqu'à la fin des quatre mois suivants.

BOLIVIE :  
DES ARGENTINS  
PORTÉS DISPARUS

Les familles de plusieurs prisonniers argentins en Bolivie ont dénoncé la disparition de ces prisonniers et sont inquiétés sur leur sort. Les familles craignent qu'ils n'aient été livrés aux autorités argentines.

Table ronde sur Djibouti :  
difficultés

Après que, jeudi, un accord de principe ait été annoncé entre certains représentants d'organisations politiques de Djibouti et le gouvernement français, sur l'indépendance et la «coopération» du futur Etat avec la France, Stirn annonçait vendredi que des difficultés avaient été rencontrées au sein des commissions chargées de rédiger les textes des accords. Ces difficultés portaient en particulier sur les modalités des élections et sur la question de la coopération militaire.

OPEP : augmentation  
de l'aide aux pays  
du Tiers Monde

Les ministres des Finances des pays producteurs de pétrole, réunis à Vienne du 28 février au 1<sup>er</sup> mars, ont décidé d'augmenter de 800 millions de dollars le fond spécial d'aide au pays du Tiers Monde. Le fond d'aide est passé de 800 millions de dollars en 1976 à 1 600 millions en 1977.

La création de ce fond spécial de l'OPEP a été décidée en janvier 76 pour aider les pays du Tiers Monde par des prêts et sans intérêts.

Thaïlande :  
la guérilla attaque

Au cours de la semaine dernière, la guérilla dirigée par le PCT contre les fascistes Thaïlandais a attaqué un séminaire réuni pour la lutte anti-communiste. 29 personnes ont été tuées dans la province de Chiang Rai, à 900 km de Bangkok, lieu où se réunissait ce séminaire. C'est la plus importante opération depuis l'arrivée des fascistes au pouvoir. D'autre part, un accord a été signé entre le régime de Thaïlande et celui de Malaisie pour la lutte commune contre la guérilla.

Les patriotes ont également tué quatre parachutistes au cours de l'attaque d'un poste situé à 100 km au sud de Bangkok.

Rhodésie une majorité  
de justesse pour  
une réforme de façade

C'est à une très faible majorité que Smith, le premier ministre du gouvernement raciste de Rhodésie est parvenu à faire passer son projet d'extension des zones d'agriculture réservées aux Africains. Alors que douze députés de son propre parti l'avaient refusé, il a pu, à force de promesses et de démagogie, faire voter pour son projet trois députés africains, alors que dix autres ont refusé. Dans ses tentatives désespérées pour replâtrer le régime raciste au lieu de négocier avec le Front Patriotique, Smith s'enlise. Il ne peut faire face aux contradictions qu'il rencontre dans son propre camp avec la fraction agraire de la bourgeoisie, qui refuse la moindre concession dont elle ferait directement les frais. De plus, le débauchage des députés africains, proches du dirigeant «modéré» Muzorewa, avec lesquels il compte former un gouvernement «multiracial», ne donne pas, on le voit, de résultats très brillants.

Salvador :  
plus de 200 morts et  
des milliers d'arrestations

A la suite du coup d'Etat au El Salvador, le comité des exilés du Salvador en Europe explique dans un communiqué comment les événements se sont déroulés : «Le 28 février dans la matinée, l'armée utilisant les tanks a ouvert le feu contre les partisans de l'Union nationale d'opposition, réunis sur la place de la Liberté, provoquant la mort lors de ce premier affrontement de plus de cent citoyens. Le jour même, d'autres affrontements ont eu lieu entre les manifestants et des éléments motorisés de la police en face de l'édifice qui abrite le journal «Prensa Grafica»... Lors de ces nouveaux affrontements, il y a eu plus de cent morts, quelques 600 blessés, et plus de 3 000 arrestations. Dans d'autres villes importantes du pays, telles Santa Ana et Sonsonate, il y a eu des chocs sanglants entre manifestants et forces du gouvernement. Dans tout le pays, une répression a été déclenchée contre les leaders étudiants, les intellectuels et les ouvriers».

U.S.A. : la «démocratie»  
à la Carter

Samedi, le président des Etats-Unis a organisé un petit jeu en direction des Américains : il s'agissait de répondre au téléphone aux questions que lui posent des citoyens. Selon les sources américaines, 9 millions d'appels ont été enregistrés, mais Carter n'a répondu qu'à 42 questions, portant surtout sur la vie quotidienne des masses américaines.



Mercredi dernier, Vittoria, un an après, la foule sort de la cathédrale où vient de se terminer la cérémonie funèbre. En cortège, elle se dirige vers le cimetière. En face d'elle, un cordon de 200 policiers armés. «Nous avons ordre de tirer» indique le commandant et il ajoute : «Nous vous accordons cinq minutes pour vous dissoudre». A peine l'ordre de dissolution était-il donné que la première ligne de «grises» genoux en terre, tirait la première slave, douze grenades fumigènes atteignent la foule ; c'est le premier affrontement de la journée de deuil et de lutte du peuple basque. Ainsi, la police de Juan Carlos prépare-t-elle l'amnistie.

FIN DU CONSEIL MINISTÉRIEL  
DE L'O.U.A.LE SOUTIEN  
AUX MOUVEMENTS  
DE LIBÉRATION

Le conseil ministériel de l'O.U.A. a terminé ses travaux durant la semaine dernière ; une série de résolutions prises seront soumises au sommet de l'O.U.A. de juillet. Les principaux points abordés par le Conseil sont l'agression contre le Bénin par des mercenaires aidés par le régime marocain, la convention contre les mercenaires, la représentation des mouvements de libération au Zimbabwe et leur reconnaissance par l'O.U.A., la modification des structures de l'O.U.A. et la question de l'intégrité territoriale des Comores, dont une partie, l'île de Mayotte, est occupée par l'impérialisme français.

Le conseil a décidé d'organiser une réunion en mars pour harmoniser les points de vue des mouvements de libération de Djibouti, dont le référendum est prévu pour le 24 avril, et une autre pour dégager un front commun des pays africains lors de la prochaine conférence sur le droit de la mer.

Sur la question du Proche-Orient, le conseil a demandé le retrait d'Israël des territoires occupés en 67. Au sujet des îles Canaries, le conseil a demandé la réunion du comité chargé de cette question pour suivre l'évolution dans ces îles et faire un rapport au comité de libération de l'O.U.A. Dans son discours de clôture, le président en exercice, le ministre togolais des Affaires Étrangères, a dit : «Le conseil des ministres a su manifester notre solidarité avec nos frères d'Afrique Australe en lutte contre le colonialisme, avec les Comores, avec l'Égypte et le peuple palestinien dont les terres sont spoliées par le sionisme».

Le conseil a décidé d'organiser une réunion en mars pour harmoniser les points de vue des mouvements de libération de Djibouti, dont le référendum est prévu pour le 24 avril, et une autre pour dégager un front commun des pays africains lors de la prochaine conférence sur le droit de la mer.



## INTERNATIONAL

## QUI VEUT NOYER SON CHIEN...

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage, telle est de plus en plus la politique du régime de Brejnev contre les opposants. Quand il ne les fait pas passer pour des malades mentaux afin de les internar dans ses prisons psychiatriques, il les traite d'espions. Les «Izvestia» ont publié un texte présenté comme une lettre d'un ancien contestataire, Lipasvsky, qui accuse tous les opposants d'être des agents de la C.I.A. : «Je me suis rendu compte que des aventuriers et des accapareurs, dont le but essentiel consistait à se faire de la publicité et à s'assurer les fonds de l'étranger en organisant des provocations et en aidant les forces réactionnaires de l'Occident, se cachaient sous le masque des combattants pour les droits de l'homme».

Ce «bon citoyen» découvert par le KGB donne ensuite des preuves de sa

loyauté : il dénonce des opposants, en particulier des juifs. C'est donc aussi de l'antisémitisme que le fascisme russe veut se servir, comme il l'a fait à l'occasion du procès Stern. Parmi les opposants démocrates dénoncés, le professeur Lerner, déjà licencié et étroitement surveillé, a été perquisitionné vendredi, le jour même de la publication de l'article. Charansky, également dénoncé par le soi-disant contestataire repent, est un des rares membres du comité de surveillance des accords d'Helsinki encore en liberté, après les arrestations de Guinzbourg et d'Orlov. En ce qui concerne les Américains accusés de manipuler et de payer les opposants au régime fasciste, les «Izvestia» accusent d'anciens membres de l'ambassade américaine ainsi que le journaliste Krinsky dont l'expulsion, le mois dernier, se trouve ainsi «justifiée» après coup.

LETTERE DE MADAME STERN À GISCARD MITTERRAND ET MARCHAIS

La femme du docteur Stern, condamné en décembre 1974, à huit ans de détention dans un camp de travail à régime sévère, a lancé un appel à Giscard, Mitterrand et Marchais, pour qu'ils interviennent en faveur de son mari à l'occasion de la prochaine visite de Brejnev. Elle révèle que la police de Brejnev lui a proposé la libération de son mari en échange d'une reconnaissance de la «corruption» dont il est accusé. Dans son appel, Madame Stern déclare : «Je suis certaine de la grande et noble lutte du peuple français pour la réhabilitation de mon mari».

## Biennale de Venise

## L'URSS VEUT FIXER LE PROGRAMME

La Biennale de Venise devait prendre pour thème cette année, la contestation en URSS et dans l'Europe de l'Est. Ce festival culturel avait souvent dans le passé choisi des thèmes politiques. L'ambassadeur russe a protesté et a menacé de boycotter le festival si ce thème était retenu. Le président de la Biennale a donné sa démission, indigné de la complaisance du gouvernement italien à l'égard des menaces de l'URSS.

Dans un premier temps, le régime de Brejnev a réagi par une attaque des «Izvestia» contre cette initiative, décrite comme «un coup bas porté à l'amitié entre les peuples». Puis comme elle prend de plus en plus souvent l'habitude de le faire, l'URSS a fait donner son ambassadeur, Rylov. Celui-ci a d'emblée menacé l'Italie d'un boycott de toutes les manifestations culturelles par l'URSS et tous les pays de l'Est. Il a ensuite rendu publique sa démarche en la justifiant ainsi. «Nous avons toujours cru que la Biennale de Venise avait été créée pour rapprocher les peuples. Pourquoi veut-on maintenant dans ce cadre discuter de problèmes politiques qui concernent les affaires intérieures d'autres pays?».

Au lieu de rejeter cette ingérence insolente, le ministère des affaires étrangères a simplement transmis cette menace en demandant au président du festival de «trouver une solution diplomatique». Le président, Ripa di Meana, a répondu en donnant sa démission. «Je ne cours pas qu'il puisse y avoir une solution diplomatique qui ne reviendrait pas à se taire». En effet, quand on sait que le gouvernement italien finance le festival entièrement, le seul fait de transmettre ainsi les exigences de l'ambassadeur revient à les cautionner.

Le PCI, embarrassé, a déclaré qu'il s'agissait d'une intervention extérieure «indue». Cependant Ripa di Meana a révélé que les membres du bureau du

festival appartenant au parti révisionniste l'avaient attaqué ; si le PCI est gêné par le caractère trop ouvert de cette intervention, ils n'ont pas manqué d'y participer. L'URSS multiplie ses interventions en Europe : surtout pour empêcher qu'on parle de l'opposition à sa dictature fasciste car elle craint d'être mise en accusation à la Conférence de Belgrade qui fera le bilan de l'application des accords d'Helsinki. Comme le gouvernement italien, Giscard et Schmidt qui ont refusé de recevoir Amalrik, sont incapables de résister à ces pressions. Le PCI prouve une fois de plus que, malgré ses belles paroles sur l'euro-communisme, il ne défendrait pas l'indépendance nationale face au social-impérialisme.

## Après Rome, le PCI attaque les étudiants à Turin : la police le suit

Jeudi, alors qu'une assemblée générale de la faculté occupée de Turin avait décidé d'expulser les jeunes révisionnistes, le PCI a décidé de rééditer son opération de «maintien de l'ordre» de Rome. Diffusant le slogan «Qui est contre les communistes, est soit payé, soit fasciste», il a attaqué la faculté avec un service d'ordre de 300 hommes munis de matraques. Après ces affrontements, la police est intervenue très violemment, faisant usage de grenades lacrymogènes. Le PCI avait voulu imposer une grève contre les étudiants et une marche sur l'université aux travailleurs de Turin, mais il n'a pu y parvenir.

## En bref...

## LIBÉRATION DE BORISSOV

Vladimir Borissov, opposant au régime de Brejnev, emprisonné dans une geôle psychiatrique depuis le 25 décembre, a été libéré la semaine dernière. Ouvrier électricien, il a organisé des réseaux de résistance contre le régime fasciste dans les usines ; âgé de 33 ans, il a déjà passé 9 ans dans les prisons psychiatriques. Bien qu'une commission de psychiatres se soit prononcée auparavant pour la poursuite de son internement, c'est bien entendu une décision de pouvoir qui a été à l'origine de sa libération, à la suite de la campagne en sa faveur engagée par Boukovski. Il a remercié ceux qui l'ont soutenu, ajoutant : «J'espère qu'ils combattront avec la même force en faveur de tous les autres prisonniers politiques, qu'ils soient dans des hôpitaux psychiatriques ou dans des établissements pénitentiaires».

## ROME : MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉPRESSION

Samedi, une manifestation de plusieurs milliers d'étudiants s'est déroulée à Rome pour exiger la libération de Panzieri, qui est malade et risque de mourir en prison. La manifestation s'est dirigée vers la prison. De violents affrontements avec la police ont eu lieu dans la nuit. De nombreux manifestants ont été blessés.

## AMALRIK EN ALLEMAGNE

Pour donner plus de poids à sa revendication d'application des accords d'Helsinki, Amalrik s'est rendu à Bonn où il se trouve depuis jeudi. Après avoir été reçu par le chef de l'opposition chrétienne-démocrate, Helmut Kohl s'est entretenu pendant deux heures avec des membres de la présidence du groupe parlementaire du CDU/CSU de la situation politique en Union Soviétique et de l'application des droits de l'homme. Une autre discussion a eu lieu vendredi après-midi avec le ministre d'Etat à la chancellerie, Hans-Jürgen Wischniewski. Amalrik avait exprimé, à plusieurs reprises, le désir de rencontrer Schmidt. Le porte-parole du gouvernement a affirmé cependant une nouvelle fois qu'aucune entrevue avec le chancelier n'était prévue. Un entretien avec Wischniewski était néanmoins fixé, le gouvernement fédéral ayant l'intention d'accorder une importance plus grande à la visite du dissident soviétique que ne l'avait fait le gouvernement français. Le gouvernement fédéral entend exprimer ainsi sa volonté de s'en tenir à une déclaration de Schmidt : intervenir en faveur des droits de l'homme de façon «non démonstrative

et appropriée». (Au sein du gouvernement fédéral, on a, par exemple, commenté officieusement la lettre de Carter à Sackarov comme ne pouvant pas être reprise par la politique allemande).

La presse bourgeoise n'accorde pas beaucoup de place dans ses colonnes, à la visite de Amalrik à Bonn. Bien qu'elle ait rendu compte, de façon très détaillée, il est vrai, du passage d'Amalrik en France, de l'attitude du gouvernement français et des réactions du PCF, elle s'avère plutôt discrète quand il s'agit de commenter les événements. Cependant, elle qualifie la réaction de Giscard de

plutôt embarrassante et se montre insatisfaite de l'«effervescence» provoquée par les dissidents soviétiques au sein des PC européens.

Un commentaire de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» traite avec beaucoup d'estime les positions d'Amalrik et la teneur de ses écrits ; toutefois, ce journal évite de prendre position sur la question d'une éventuelle rencontre avec Schmidt et de se prononcer sur les attitudes des différents partis. Silence complet dans la «Süddeutsche Zeitung» de samedi sur le contenu de l'entretien entre Amalrik et Kohl. Le «Spiegel» de la semaine dernière ne mentionne même pas l'imminence de la visite d'Amalrik.

## Grande-Bretagne : usine occupée à Liverpool

Près de Liverpool, les travailleurs de la Plessey (matériel électronique) ont occupé vendredi leur usine pour lutter contre le licenciement de 4 000 travailleurs et la fermeture de quatre usines annoncée par la direction. Le même jour, le «Times» de Londres n'a pu paraître à la suite d'une grève des ouvriers de l'imprimerie.

Le secrétaire général du syndicat des transports britannique a demandé au gouvernement un gel des prix. Il a précisé que les prix des produits alimentaires avaient augmenté de 21% en un an (le beurre de 60%, le café de 87%).

## Belgique

## LE MOUVEMENT DE GRÈVES S'EST POURSUIVI CETTE SEMAINE



Les travailleurs d'Henricot occupent leur usine depuis plusieurs semaines

Le mouvement de grève hebdomadaire contre le plan d'austérité du gouvernement belge s'est poursuivi pour la deuxième semaine. Il y a eu une nouvelle grève de 24 heures vendredi à laquelle 400 000 travailleurs ont participé. La grève des transports était générale dans les grandes villes, tandis que les ouvriers d'usines faisaient grève dans les provinces flamandes.

D'autre part, le premier ministre Tinde-

mans a été obligé de congédier deux ministres du Rassemblement Wallon qui refusaient de voter le budget. Dans ces conditions, le gouvernement devrait être contraint d'organiser des élections anticipées, car il est minoritaire. Alors, que la lutte des travailleurs contre le plan d'austérité se développe, la crise ministérielle accroît les difficultés de la bourgeoisie belge.



# écologie et municipales

-6-

Par Jean-Paul GAY



En arrière plan... le siège du PCF à Paris

«L'essor de la production, écrivait Marx, dans le Capital, n'a été possible dans le capitalisme, qu'en détruisant en même temps les sources d'où jaillit la richesse : la terre et l'ouvrier».

Exploitation à outrance de la classe ouvrière jusqu'à la mort par la maladie professionnelle ou «accident» du travail pillage et destruction de la nature, ces conséquences du mode de production capitaliste n'ont cessé de se développer. Aujourd'hui, en même temps que la crise du capitalisme s'aggrave, celui-ci franchit une étape supérieure dans la mise à sac de la nature, de la terre, de ses richesses, dans la dégradation des conditions d'existence des agglomérations urbaines. Ces circonstances qui touchent de nouvelles couches sociales, qui jusqu'à une période récente, avaient été épargnées, aggravent en même temps, la situation de la classe ouvrière.

De plus, la dégradation de l'environnement, la pollution empiètent sur l'avenir. Le capitalisme laisse derrière lui, de graves problèmes, qu'il faudra résoudre sous le socialisme. Nous le

voyons bien aujourd'hui dans le Vietnam libéré, où les séquelles de la guerre chimique menée par les États Unis jusqu'en 74, restent très importantes. Dans la France socialiste également, les séquelles du capitalisme pour tout ce qui concerne le cadre de vie, risquent d'être graves, elles peuvent l'être encore plus si la riposte dès aujourd'hui aux œuvres de mort de ce système n'est pas assez forte.

Le combat des écologistes, mettant en lumière des questions laissées dans l'ombre par les divers partis, en approfondissant leur analyse, apporte donc une importante contribution à cette indispensable riposte, une riposte pour laquelle une large unité doit se réaliser.

Le refus de nombreux écologistes de «choisir entre la droite et la gauche», s'il peut refléter chez certains la tentative de se maintenir en marge de la lutte de classes, ne se fonde-t-il pas avant tout sur l'absence de perspectives, de réponses aux questions vitales qu'ils posent, et ce à gauche aussi bien qu'à droite, et leur refus de servir de simple caution électorale à tel ou tel parti bourgeois ?

## A GAUCHE

### PC : utiliser comme tremplin...

Pour ce qui est de l'utilisation des problèmes de l'environnement, du cadre de vie, comme thème de propagande électorale dans la campagne des municipales, le PCF n'est pas en reste. La rédaction de son hebdomadaire parisien, «Paris-Hebdo», organise des tables rondes avec les responsables d'associations dont certains telles que la FUT (Fédération des usagers des transports) sont sur les listes de «Paris Écologie».

Dès juin 76, une session du comité central du PCF avait adopté un rapport de Pierre Juquin sur ces questions. Celui-ci, constatant qu'au-delà de la classe ouvrière, d'autres milieux de la population sont désormais touchés par la pollution et les multiples dégradations du cadre de vie, concluait que «le combat pour la qualité de la vie» devenait un important élément de l'«union du peuple de France». Il ajoutait : «Des convergences inédites sont possibles ; convergences inédites par exemple avec les patrons des 260 000 entreprises qui subsistent dans le bâtiment, un «secteur industriel encerclé par le grand capital», convergences inédites aussi avec les couches sociales qui en France, «détiennent encore en grande partie, les sols, les logements locatifs, les hôtels et les agences de voyages, les commerces, etc...» et contre lesquelles «les banques et les gros industriels ont engagé une lutte sans merci». Parlant de «la politique urbaine que propose le Parti communiste au profit des travailleurs», Juquin pose la question : «Mais d'où vient la spéculation ? Sont-ce les propriétaires de terrains qui font les prix ? En réalité, il y a, dans ce train de hausse, une locomotive et des wagons. La locomotive c'est le capital financier».

Pour Juquin, les propriétaires de terrain n'en tirent guère «qu'un profit éphémère», il ajoute toutefois : «Naturellement, dans le détail, ces règles générales

s'appliquent de façon très inégales» (1).

Ainsi, le PCF entend faire du phénomène nouveau que représente l'extension à des couches non-ouvrières, de la dégradation des conditions de vie, un tremplin pour sa politique dite «d'union du peuple de France», pour sa politique, consistant à isoler les monopoles pour remplacer leur domination sur l'État par le pouvoir d'une classe capitaliste d'État.

Le PCF prétend apporter dans l'union qu'il veut réaliser contre la dégradation du cadre de vie, «le point de vue de la classe ouvrière».

Qu'entend-il par là ?

Aux écologistes qui avancent fréquemment l'idée d'un «nécessaire blocage» de la croissance pour échapper à une dégradation plus grande du cadre de vie, le PCF répond que ce n'est pas la croissance en elle-même, qui est en cause, ajoutant aussitôt : «On ne pourra alléger la peine des hommes au travail, améliorer la santé, élever la culture, éliminer les pollutions, et les nuisances à la source, dégager du temps disponible... si on ne se dote pas de forces productives encore plus importantes...» Les écologistes parlant à ce sujet de l'«idéologie productiviste du PCF», ce en quoi ils ont parfaitement raison, car s'ils envisagent abstraitement le problème de la croissance en ne le rapportant pas à la question de quelle classe dirige la société, le PCF qui prétend «apporter le point de vue de la classe ouvrière» dans le débat, envisage le développement plus intense de la production comme «la solution» aux problèmes écologiques.

On a une idée concrète de ce que peut signifier ce point de vue lorsqu'on examine les luttes récentes menées par la classe ouvrière pour la sécurité, au cours desquelles le PCF essayait de détourner l'action pour une

transformation des conditions de travail, vers la revendication de primes de production.

Ce fut le cas à Usinor-Dunkerque où les ouvriers affirmaient que les techniques de production ne sont pas «neutres».



Quand le PS se préoccupe du cadre de vie... (dessin extrait du journal «la gueule ouverte»)

Avec les positions qu'il défend, le PCF a peu de chances de rallier à lui les écologistes qui se réclament d'une «vision globale» de la société et défendent l'idée d'une société «autogérée». Le PCF peut, par contre, rencontrer quelques succès, auprès de certains membres des associations d'usagers, qui mènent des actions partielles, notamment parmi les professions libérales, telles qu'architectes dont certains se disent «impressionnés» par les «capacités» de propositions du PCF avec «ses» architectes, ses bureaux d'études...

### PS : le temps des ultimatums

Du côté du PS, en tout cas de sa tendance actuellement majoritaire, si, comme tous les autres partis, on fait du cadre de vie, un cheval de bataille électoral, on est plutôt en froid avec les écologistes, à la veille des municipales.

Depuis cette période, le PS qui se servait de cette «originalité», pour conquérir une audience dans un certain nombre de couches sociales, est devenu le plus fort parti électoralement, et devance le PCF. Ceci lui a permis d'envisager plus concrètement son rôle de parti charnière par rapport aux autres partis bourgeois, avec la possibilité, à plus ou moins court terme de rompre l'union de la gauche, pour gouverner avec les Giscardiens. De ce fait, le projet de gestion du capitalisme par le PS s'est affirmé plus nettement à travers le discours de ses leaders, notamment de Mitterrand proposant un plan de restructurations capitalistes vis à vis duquel le plan Barre apparaît comme frère jumeau. De plus, les prises de positions de Charles Hernu, spécialiste des questions militaires au PS, en faveur de la force de frappe, n'ont pas arrangé les choses, celui-ci qui traite les écologistes de «traîtres» est devenu leur bête noire.

Dans le même temps, Giscard mettant l'accent sur la «qualité de la vie», conjointement à l'austérité.

Du coup, l'intérêt pour le PS s'estompait un peu, et des «notoriétés» de l'écologie tels Saint-Marc ou Monique Cazeaux passaient des socialistes aux giscardiens.

Aussi, si certaines sympathies subsistent pour le PS dans les rangs écologistes, ce n'est plus l'enthousiasme. Les écologistes ne voient plus guère le reflet de leurs préoccupations dans les projets du PS, et n'entendent donc pas choisir dans ces conditions entre la gauche et la droite.

Ceci est gênant pour le PS dans la mesure où ceux qui voteront «écologistes» étaient pour une part importante des électeurs PS potentiels.

Le ton vient encore de monter avec la prise de position de Chapuis, ex-PSU, et membre du secrétariat du PS, qui somme les écologistes de «choisir». «Curieuse manière de mener le débat politique, le débat démocratique, le débat autogestionnaire, que de renvoyer dos à dos la gauche et la droite, c'est à dire d'une part, les forces qui ont la confiance des travailleurs et des exploités, d'autre part celles qui ont la confiance des patrons, des politiciens et des exploités !

Ce calcul «politique» ne risque-t-il pas de geler une partie de l'électorat —notamment celui des jeunes— dans un scepticisme bougon, un apolitisme commode qui n'a pas d'âge, mais qui a toujours la même couleur : celle de la droite ?...

Il est temps que le débat s'ouvre entre le mouvement écologique et le socialisme autogestionnaire qui ont tant de liens entre eux. Le PS n'a sans doute pas été suffisamment le lieu de ce débat : il peut le devenir, il est en train de le devenir. Il n'a jamais refusé non plus le dialogue, la confrontation. Encore faut-il que les ambiguïtés soient levées : pour des socialistes, ce ne peut être qu'un débat interne à la gauche, dans la reconnaissance de l'importance historique de l'union de la gauche. Si ce n'était pas le cas, cela voudrait dire que de tels candidats refusent de se situer à gauche ; dans les conditions d'aujourd'hui, dans le conflit de classe tel qu'il se déroule, ce serait automatiquement se situer à droite...»

Cette adresse en forme d'ultimatum n'est sans doute pas ce qui va rallier beaucoup d'écologistes au PS, dans la mesure où ils ne reconnaissent pas l'importance historique de l'union de la gauche.



# Devenez «ABONNÉ-AMI» PROLONGÉ JUSQU'AU 15 MARS Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

## • A un abonnement au choix à :

- ☐ Front Rouge
- ☐ Rebelles
- ☐ Pékin Information
- ☐ La Chine en construction

## • Et à un livre ou un disque au choix :

### PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception des parutions du «Grand Livre Rouge» du Mandarins Léninisme, ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

### PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

## • Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

## • Sur présentation de la carte

### RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J.-Jaurès à Nantes

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen

Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris

«Graffiti», 210, rue J.-Jaurès à Brest

Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille

«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>

«Olympic», 10 rue Boyer

«Entrepôt», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

**ENTRÉE GRATUITE** aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐

Abonnement de soutien ..... 500 F ..... ☐

Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

### Mode de versement :

En une fois ..... ☐

En trois fois (échelonné sur trois mois) ..... ☐

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

# DANS NOTRE COURRIER

## La réforme Haby

# SOEUR JUMELLE DU PLAN BARRE

Par rapport à l'article paru dans le Quotidien du Peuple du 23 février, je voudrais dire plusieurs choses ; vous soulignez plusieurs aspects de cette réforme :

- 1 - Désamorcer les critiques des masses populaires contre l'école capitaliste
- 2 - Organiser la déqualification massive de la jeunesse
- 3 - Entraîner la sous-culturelisation des fils du peuple.

Il faut cependant bien préciser qu'il s'agit d'une aggravation considérable du système actuel, (...)

La réforme Haby, c'est une nouvelle attaque, très dure, contre le développement des luttes d'une part, l'emploi d'autre part, et qui s'inscrit parfaitement aux côtés du plan Barre.

Les deux points principaux de cette «réforme» portent :

- sur la qualité de l'enseignement
- sur le nombre de postes d'enseignants

En effet, la sous-culturelisation dans laquelle on maintient actuellement un certain nombre de fils d'ouvriers par l'intermédiaire des classes dits «allégées» (anciennes «transitions») sera généralisée à l'ensemble des enfants fréquentant les collèges. Ce qui veut dire qu'il faudra au moins aller au lycée ou à la fac pour acquérir des connaissances de bases nécessaires à une réflexion approfondie (histoire, sciences nat...) ce qui



voudra dire qu'à ce moment-là, c'est 90 % des fils du peuple qui n'y auront pas accès.

Il s'agit bien là d'une aggravation !

D'autant plus que la réforme va entraîner : diminution des horaires dans toutes les matières «principales» (français, mathématiques, langues) sans modifications sensibles des programmes et que par ce fait, les retardataires seront très vite largués !...

D'autre part, l'abandon du système de dédoublement des classes en travaux dirigés aboutit aussi à une

suppression considérable du nombre de postes d'enseignants (12,6% en moyenne) (calculs effectués par le SNES). D'où :

- licenciements de MA
- aggravation des conditions de travail.

être dédoublées (au lieu des 10 actuelles)

Quant à la classe de 25, il est facile d'imaginer ce qui va se passer pour savoir quel prof aura la chance d'avoir sa classe dédoublée une heure !

En effet, dans le système actuel, il existe un certain nombre d'heures de travaux dirigés (10 au total pour les 6<sup>e</sup> par exemple réparties entre à peu près toutes les matières) au cours desquelles la classe est divisée en deux. Ces heures disparaîtront complètement avec la réforme pour faire place à... trois heures de «soutien», c'est-à-dire que, pour les élèves qui en auraient besoin, on leur accorderait royalement trois heures (au lieu des dix pour tout le monde !).

Pour faire avaler une pilule aussi grosse, Haby rajoute un certain nombre d'heures destinées à un dédoublement éventuel des classes. Dans quelles conditions ?

Toute classe supérieure à 24 élèves, aura droit à autant d'heures en plus qu'elle aura d'élèves supplémentaires.

1 classe de 24 : pas de dédoublement possible. 1 classe de 30 : 6 h pourront

La réforme Haby, est bien une réforme de crise.

1 - C'est un moyen de s'opposer aux mouvements de luttes dans les lycées par l'augmentation des pouvoirs des proviseurs comme vous le soulignez dans votre article.

2 - C'est un moyen de s'opposer au mouvement de lutte des travailleurs en général, en essayant de donner le moins d'armes possibles aux futurs O.S.

3 - C'est une forme de «restructuration» de l'enseignement avec son cortège de licenciements (MA) et d'aggravation des conditions de travail.

La lutte contre la réforme Haby fait partie intégrante de la lutte contre le plan Barre.

Salutations révolutionnaires

J. une lectrice  
d'Oyonnax

## FRONT ROUGE N° 13 EST PARU

Passez vos commandes à FR BP 68 75019 Paris.  
Le numéro 5 F.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire 56 942



# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

41<sup>e</sup> épisode

— Que lisez-vous ?  
Il avait parlé doucement, mais elle sursauta, levant la tête : ses yeux étaient bruns clairs.  
— Que lisez-vous ?  
— *La Guerre et la Paix*.  
— Le moment est choisi.

Elle s'excusa :  
— Lorsque nous avons quitté Toulon, nous avons eu droit à quelques kilogs de bagages seulement. Je n'ai pu emporter qu'une dizaine de livres. J'ai pris celui-ci.

— Pourquoi ? Vous l'aimez beaucoup ?

— Je ne l'avais pas lu.

Vieljeu sourit. Elle aussi :

— C'est ridicule ?

— Non ! C'est simple.

Il ne restait plus rien à dire. Ne voulant pas chercher de phrases, Michel s'enfonça dans le taillis, sentant peser sur son dos le regard de la jeune femme.

Cette nuit-là, Catillon put dormir. Son ami s'était assoupi, le sourire aux lèvres.

Le premier rayon de soleil éveilla Vieljeu. La lumière jouait sur les poutres : une araignée faisait de la corde lisse suspendue à un clou, pendant qu'une mouche volait autour d'elle pour la narguer. Il prit son savon et sa serviette. En caleçon, pieds nus sur les cailloux, il sortit dans la cour, alla s'asseoir au bord de l'abreuvoir et, d'un seul coup, bascula dans l'eau glacée.

Lorsque Catillon ouvrit les yeux, Vieljeu, à califourchon sur le rebord de la fenêtre, regardait la forêt en souriant. Entendant Catillon remuer, il se retourna :

— Le moment doit être venu de faire les foin !

— Oui ! Tout juste !

— Alors, je te donne une permission. Huit jours, dix jours : prends ce qu'il te faut.

Catillon n'en demandait pas plus. Pourtant... il eut une seconde d'inquiétude. Pas pour la section ! Le sous-lieutenant Volume venait d'arriver d'Alger ; nommé adjoint de Vieljeu, il pourrait se débrouiller, tant que les Allemands resteraient tranquilles... Ce qui inquiétait Catillon, c'était cette guérison subite. Il avait vu Vieljeu couché comme un cheval malade qu'il faut relever à coups de pied pour qu'il ne se laisse pas mourir. Subitement, il le retrouvait souriant. Le fermier ne croyait pas aux miracles.

— Et toi ? Tu ne veux pas partir un jour ?

— Quand tu reviendras !

— Bon ! dit Catillon.

Il se promit de parler à Terro et, profitant de la première occasion, une moto, il partit pour Chabottes.

Dans l'après-midi, Vieljeu confia la section au sous-lieutenant Volume et prit le chemin des bois. Il avait bien repéré l'endroit de sa rencontre avec Thérèse : sous une falaise, en un point où le rocher venait en surplomb. Si elle était là aujourd'hui, c'est qu'elle voulait le revoir ; à moins qu'elle ne fût revenue comme elle revenait, sans doute, tous les jours ? A moins qu'elle ne fût pas revenue ?

Cette anxiété nouvelle le reposait déjà. Espérer qu'une femme vous attend, n'est-ce pas plus agréable que de désespérer parce que les mortiers ne viennent pas ? La tête de Vieljeu ne tournait plus, et si le cœur battait plus vite, c'est qu'il en était toujours ainsi depuis qu'à seize ans il avait embrassé une femme pour la première fois.

Dans les bois, il traversa une clairière et reconnut le hêtre, près duquel elle devait s'être assise. Il ralentit. Elle était là. Elle descendit de son rocher.

— Vous voyez, aujourd'hui je n'ai pas apporté de livre.

Ils ne se connurent que quelques jours. Mais ils se connurent d'autant mieux que chacun d'eux voulait s'oublier, ne plus penser à soi. Lui, parce qu'il craignait le futur. Elle, parce qu'elle craignait le passé. Institutrice à Toulon, ses vingt-huit écoliers étaient morts dans un bombardement, un jour qu'elle était malade. Thérèse devait ce jour-là les emmener en excursion. Une bombe les avait tués à l'école, parce qu'elle n'avait pas pu venir les chercher.

— Est-ce ma faute ? se disait Thérèse. La réponse était « non ». La question revenait toujours.

De plus en plus, Etienne sentait peser le poids de cette guerre dans laquelle il baignait. Sur les routes, il croisait des camions chargés d'hommes. Dans les champs, des sections faisaient l'exercice. Les montagnes se renvoyaient l'écho des fusils-mitrailleurs, des mitrailleuses, que les recrues apprenaient à manier. Sur la place des villages, les volontaires attendaient devant la mairie leur tour de s'engager.

(à suivre)

## Rugby à XV

# FRANCE-ÉCOSSE UN MATCH OUVERT ET AGREABLE

Il faisait beau samedi pour ce match France-Ecosse qui ne s'annonçait pas trop mal pour le XV français. Après le match contre les Anglais, on doutait un peu de la solidité de l'équipe de France, de l'équilibre entre le pack et les trois-quarts.

Les doutes sont levés, le score sans appel de 23 à 3 reflète bien le match.

Il y avait trop d'écart entre les deux équipes : les Écossais, durant tout le match, sont apparus infé-

rieurs dans le jeu collectif comme sur le plan individuel, hors quelques prises de balle en touche. Le moral n'y était guère dans leurs rangs, la mêlée s'écrasait quand elle s'approchait trop de leurs poteaux.

Face à eux l'équipe de France fit un beau match. Le pack, étalait sa supériorité. Prenant les balles en touche comme en mêlée, il a encore marqué par sa puissance, bloquant les Écossais sur leurs moindres tentatives, avançant en force dans les regroupements.

Mais derrière aussi, le reste de l'équipe a réussi ce match. Fouroux et Romeu distribuèrent les balles à cette ligne de trois-quarts qui, jusqu'à présent, avaient eu du mal à suivre et à construire leurs attaques...

Là, malgré quelques passes ratées, on a vu se dérouler ces montées qui font le spectacle du rugby : la balle ne s'embourbait pas dans les mêlées ouvertes, mais rebondissait, repartait pour aller, à quatre reprises s'aplatir derrière les poteaux écossais.

Il y eut quelques brutalités (Fouroux blessé au nez, Cholley et Bastiat recevant des avertissements justifiés) qui sont la marque d'un jeu où la puissance a de plus en plus d'importance. Cependant, après un début poussif, le match ne s'est pas départi de son style enlevé et plaisant.

Le pays de Galles lui, a battu l'Angleterre 14 à 9.

L'équipe de France a d'ores et déjà gagné le tournoi. Re conduite telle quelle pour Dublin, elle y vise désormais le grand chelem.



## LUNDI 7 MARS

### TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Gulp  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. *Feuilleton*  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien, raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Monsieur Verdoux. *Film américain de Charles Chaplin (1947)*  
22 h 30 - Pour le cinéma  
23 h 35 - TF 1 actualités

### A 2

18 h 45 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Le journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 55 - Alain Decaux raconte...  
22 h 50 - L'huile sur le feu  
23 h 30 - Les nouvelles

### FR 3

19 h 05 - Sports 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Géant. *Film américain de Georges Stevens (1955)*  
23 h 45 - FR 3 actualités



# L'ITALIE DANS LA CRISE

## QUAND ON ARRIVE À MILAN...

Reportage de Suzanne VALLÉE

A la sortie de la gare, devant l'immense place où s'aligne la longue file jaune des taxis, un homme, 35 ans environ, se précipite au devant des voyageurs.

«Soldino, soldino!» («Un peu d'argent, s'il vous plaît!»). Et avec force gestes, il s'efforce de répartir

de son mieux la foule des arrivants dans les véhicules municipaux.

Ils sont des centaines comme lui, à Milan — jeunes à la recherche d'un premier emploi, émigrés du «Mezzogiorno» venus chercher du travail en Lombardie, chômeurs de tous âges — à se

disputer chaque jour ce genre d'emploi peu rétribué. Au cœur de la plus grande région industrielle d'Italie, Milan, longtemps «privilégiée», avec sa population d'environ 800 000 travailleurs et son taux d'activité de 47 %, supérieure à la moyenne nationale, est à son tour frappée par la crise.

A cette population toujours plus menacée dans ses conditions de vie et de travail, (un réparateur dans les transports ferroviaires gagne 250 000 lires, soit l'équivalent de 1 470 F, une aide-soignante 100 000 lires, à peine le prix d'un mois de loyer) le gouvernement démocrate chrétien d'Andreotti n'offre d'autres perspectives que le chômage accru pour faciliter la restructuration, la hausse de la productivité, et les restrictions. — Le PCI qui, depuis les élections de juin 76, permet par son abstention le maintien du gouvernement actuel au nom du «compromis historique», tient un discours semblable : il faut, dit-il, «sauver le pays de la crise» — crise économique et crise de l'Etat — et pour cela accepter une longue période d'«austérité», de «durs efforts» et de «sacrifices».

Aussi, la vie quotidienne aujourd'hui en Italie est-elle faite d'explosions fréquentes, dans tous les domaines : pour les salaires, le logement, la santé, les luttes des femmes et des jeunes. Luttés, souvent retombées vite en l'absence d'une alternative claire ; mais elles manifestent, à travers une ébullition permanente, la profondeur de la crise, ainsi que le refus qui se précise, chez de larges couches de la population, de faire les frais de la crise du capitalisme. La lutte des étudiants, qui, pendant une dizaine de jours, s'est trouvée au centre de l'actualité italienne, n'est qu'un des multiples symptômes de cette situation.

### LA FLAMBÉE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT : UNE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

«Sacrifici! Sacrifici!»  
Dressés dans la salle du



«Lama au service de la police qui assassine, révisionnistes délateurs!» (Lama est secrétaire général de la CGIL [Confédération Générale Italienne du Travail]).

Palais des Sports, à Bologne, un millier d'étudiants adressent ce slogan provocateur à l'endroit du leader du PCI à l'université qui tente de défendre le projet de réforme de son parti. Le meeting a été convoqué à l'initiative du recteur, lui aussi membre du PCI, qui a refusé de recevoir les «enseignants précaires» (non titulaires) menacés de licenciement, en l'absence des syndicats. Aujourd'hui, ceux-ci sont présents à la tribune. Très contesté, le recteur a cependant été écouté. Il en va de même pour l'orateur du PCI. Par contre, quand un membre de «Comunione Liberazione» (organisation de la Démocratie-Chrétienne) tente à

son tour de prendre la parole, c'est une protestation unanime qui s'élève de toute la salle : «Dehors, dehors, les valets de la CIA» et bientôt un énorme cri : «Seveso, Seveso», fustige le représentant d'un parti responsable de la catastrophe et le défenseur d'une morale qui refuse l'avortement. Il ne pourra pas dire une parole : on l'évacue.

Commencé à la mi-janvier avec l'occupation de l'université de Palerme sur la base d'une opposition au projet de réforme du ministre Malfatti (DC) le mouvement s'est étendu rapidement à toutes les universités du pays ; mais les objectifs s'en sont aussi rapidement transformés ; le point qui ressort aujourd'hui, c'est le refus du chômage.

Depuis les luttes étudiantes de 68, en effet, la fréquentation des universités s'est transformée : sur 90 000 étudiants inscrits, par exemple, à Milan, à peine 5 000 suivent régulièrement les cours ; les autres sont des chômeurs, ou des travailleurs pourvus d'un petit emploi de magasiniers, ou employés de bureaux ; certains font des gardes d'enfants ; la plupart vivent difficilement ; ils sont directement atteints par la réforme, qui va les éliminer de l'université.

Mais surtout, c'est le chômage des diplômés (450 000 en Italie) qui préoccupe aujourd'hui les étudiants. Aussi leur lutte est-elle avant tout un refus d'ensemble de la politique de restriction et de restructuration, comme le prouvent quelques-uns des slogans repris la semaine précédente, par 5 000 étudiants défilant dans les rues de Bologne : «Plus de salaire, moins de travail,

lutte dure contre les heures supplémentaires».

«Pendant que Berlinguer fait de la surenchère, plus d'exploitation pour la classe ouvrière», ou encore, «Contre le révisionnisme, contre l'Etat, pour la dictature du prolétariat».

Signe particulier de l'Italie aujourd'hui, beaucoup d'ouvriers, de chômeurs, d'«absentéistes», viennent quotidiennement à l'université voir où en est le mouvement. Parfois, ils participent aux meetings, aux assemblées, aux manifestations.

Ainsi, les liens qui s'étaient établis au cours de la lutte de 68 entre étudiants et ouvriers n'ont pas été rompus ; ensemble, beaucoup se réclament de l'ère de l'autonomie ouvrière, mouvement assez large mais aux contours encore assez flous, où la dénonciation du révisionnisme passe, de façon pas toujours très nette. Les événements de Rome, l'expulsion du leader syndical révisionniste, Luciano Lama de l'université ont montré la force que pouvait revêtir parfois ce mouvement. Mais depuis, l'université de Rome a été fermée, le PCI a fait une «auto-critique» dans laquelle il s'efforçait d'isoler et de «criminaliser» la fraction la plus dure du mouvement. Il semble que l'opération ait en partie réussi.

Aussi, à Bologne même, l'une des dernières universités occupées, le mouvement stagnait : la confrontation avec les syndicats — acceptée, bien que dénoncée — n'a bien sûr débouché sur aucun accord ; mais elle a en partie démobilisé les étudiants. Quelles perspectives à l'occupation, à la grève ? Faute d'une alternative conséquente, le mouvement des

étudiants apparaît comme une flambée passagère.

Malgré des formes spectaculaires, malgré une dénonciation souvent violente de la politique du PCI et, en bloc des syndicats, la rupture avec le révisionnisme au sein de la contestation

étudiante, reste fragile. Elle dépend, fondamentalement, du développement à l'intérieur des usines, de la résistance ouvrière à la politique d'austérité et à l'emprise du PCI.

C'est ce que nous essaierons d'apprécier demain.

## MILAN A LA DÉRIVE !

En trois ans (de 1973 à 1976), la lire a été dévaluée de 25 %, les prix ont augmenté de 30 %. Pour la première fois en 1975, les familles ont consommé moins que l'année précédente. La hausse récente des tarifs publics, les restrictions sur la viande, ne sont que l'un des multiples aspects des «Stangata» («coups de barre»), successives, selon la formule employée par les travailleurs italiens eux-mêmes, assénées par la Démocratie Chrétienne, au pouvoir depuis trente ans.

Signe superficiel de la crise, mais qui frappe tout nouveau venu : l'absence de la monnaie. On vient de me rendre, en guise de pièce de 100 lires, un ticket d'autobus. Dans les cafés, les caissiers rendent aux consommateurs des bonbons.

Depuis longtemps, les pièces de 50 et de 100 lires sont devenues rares ; l'alliage, semble-t-il, en était particulier ; elles ont fui en

traverse des quartiers éventrés, où les immeubles d'aspect récent voisinent avec des terrains vagues. Partout, des inscriptions témoignent pourtant d'un urbanisme en crise : «Vogliamo un asilo nido qui» («Nous voulons une crèche ici»). Inscriptions signées par l'un des nombreux «comités de quartier» qui se sont constitués au cours des dernières années.

Une sorte d'effervescence permanente règne dans les quartiers de Milan, comme presque partout en Italie. Le développement incessant du chômage — il y a 700 000 chômeurs inscrits officiellement, mais de l'aveu même des pouvoirs publics, ils sont près de trois millions — de 1900 à 1970, le taux d'occupation féminine est tombé de 40 % à 17,5 %. Parmi les jeunes de 14 à 24 ans, on en compte environ 1 800 000 à n'avoir pas de travail. Sans compter les quelques deux millions de «travailleurs précaires», dont l'emploi ne présente aucune

### LES PRIX DE 73 À 76

|         | 73      | 76      |
|---------|---------|---------|
| Pain    | 340 l   | 800 l   |
| Viande  | 3 000 l | 6 000 l |
| Sucre   | 260 l   | 500 l   |
| Café    | 2 500 l | 6 500 l |
| Huile   | 1 000 l | 2 500 l |
| Lait    | 165 l   | 320 l   |
| Essence | 160 l   | 500 l   |
| Oeufs   | 43 l    | 70 l    |

Suisse, où on les a utilisées comme métal pour fabriquer des pièces d'instrument de précision. Elles étaient frappées dans une usine vétuste ; l'Etat n'a pas renouvelé les machines, la frappe est arrêtée.

Cette impression de laisser-aller, de dérive, on la retrouve ailleurs, par exemple, dans la construction : au-delà du centre de la ville, au-delà de la place du Dôme et de celle de la Scala, on

garantie et qui peuvent à tout moment se retrouver sur le pavé ; sans compter non plus les deux millions de personnes dont on ignore, au niveau national, ce qu'elles font. Le travail à domicile, payé aux pièces par des petits artisans, mais aussi par de grosses entreprises, est le seul moyen de subsistance de 2,5 millions de personnes, parmi lesquelles une majorité de femmes. Des centaines de milliers d'autres sont réduites au travail noir.

### Le projet Malfatti

• Sélection par l'augmentation des droits de scolarité : (120 000 l. la première année et 90 000 les années suivantes) ; l'instauration d'un numérus clausus ; le prolongement des années d'étude pour la licence (diplôme, licence, doctorat de recherche obligatoire).

• Licenciement d'environ 8 000 enseignants ; confirmation du travail «précaire». Suppression de plusieurs milliers de bourses d'étude.

• Concentration du pouvoir académique entre les mains d'un petit nombre de professeurs en titre, dont le salaire est doublé et qui n'ont aucun horaire de travail imposé ; les non-titulaires n'ont aucune garantie d'emploi et leur sont entièrement assujettis.

• Suppression des séminaires : études et examens individuels.

### Le projet du PCI

• Participation des syndicats, des régions et des communes à la gestion de l'université

• Participation des étudiants par le biais de quelques représentants élus (minoritaires par rapport aux «barons» de l'université)

• Création de 5 000 postes nouveaux (alors qu'il y a aujourd'hui 12 000 non-titulaires).

• Article XIV : «L'étude de la technologie comporte la pratique en atelier... pour assurer aux étudiants non seulement une connaissance générale des bases scientifiques... mais aussi une connaissance spécifique... après deux ans d'étude sera introduit un premier niveau de qualification par l'insertion dans chaque activité de travail»

• Instauration d'un «nombre programmé» d'étudiants, adapté aux besoins de l'économie.